

Critique Communiste

revue mensuelle
de la

n° 35 **Ligue Communiste Révolutionnaire**
(section française de la IV^e Internationale)

novembre 84 / 14 fr.

Sommaire

**Opérations scissionnistes
contre la FEN**

●
Algérie

La révolution bloquée

(interview de S.Naïr)

●
**DEMOCRATIE REVOLUTIONNAIRE ET ELECTIONS
AU NICARAGUA**

(Documents)

●
**CFDT: des forces importantes
pour redresser la barre**

●
Lettre à Lutte Ouvrière

Dossier

Il y a trente ans en Algérie

Le 1^{er} Novembre des parias et des opprimés

EN ce jour de Toussaint 1954, quelques centaines de militants nationalistes algériens attaquaient, à travers toute l'Algérie, des commissariats de police et des postes de gendarmerie. Leurs moyens étaient dérisoires face à la puissance de l'impérialisme français. Pourtant, le 1^{er} novembre 1954 reste dans l'histoire comme le lancement de la guerre de libération.

L'action du 1^{er} novembre répondait à l'attente du peuple algérien dominé, exploité et humilié depuis la conquête française. Ce peuple, dont la lutte pour sa libération n'avait pas cessé, désespérait devant l'attentisme ou le légalisme de ses dirigeants nationalistes. Le 1^{er} novembre 1954 fut l'étincelle qui mit le feu à la plaine, au lendemain de la défaite du colonialisme français en Indochine et tandis que s'intensifiait la lutte pour l'indépendance au Maroc et en Tunisie, sous protectorat français.

La guerre d'Algérie allait durer huit ans. Huit années pendant lesquelles périrent un million d'Algériens, sur une population qui en comptait à l'époque dix millions. Huit années qui eurent nom ratissages, « corvées de bois », camps de regroupement où étaient enfermés des centaines de milliers de paysans. Huit années qui eurent nom tortures, bataille d'Alger, « ratonnades ». Huit années pendant lesquelles l'essentiel de la jeunesse française participa, pendant vingt-huit ou trente mois pour chaque appelé, à la « pacification ». Huit années qui conduisirent au coup d'Etat d'Alger du 13 mai 1958, au retour de De Gaulle au pouvoir, à l'instauration de la V^e République. Huit années pendant lesquelles les pieds-noirs, ouvriers et plébéiens dans leur majorité, furent manipulés par les grands colons, leur presse et leurs politiciens, pour finalement quitter une terre qui était aussi la leur, après la sanglante aventure de l'OAS.

Cette guerre, jamais reconnue comme telle par des gouvernements français qui s'accrochaient à la fiction d'une opération de police et de maintien de l'ordre contre les « terroristes », a duré si longtemps et coûté tant de morts parce que la bourgeoisie française s'est accrochée désespérément à sa domination en Algérie. Mais aussi, et il convient de le rappeler avec force, parce que les organisations du mouvement ouvrier français y ont prêté la main. La SFIO de Guy Mollet s'est, dans la tradition colonialiste de ce parti, engagée à fond dans la répression, allant même jusqu'à collaborer avec de Gaulle dans les premières années de la V^e République. Le PCF, qui avait abandonné la lutte pour l'indépendance des peuples colonisés depuis le Front populaire, couvrit les massacres de Sétif et de Constantine après la Libération — il était alors au gouvernement — et il se refusa, dès 1954, à légitimer devant l'opinion ouvrière française le combat du FLN. Ce même PCF devait voter, en 1956, les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet — pouvoirs spéciaux qui furent utilisés pour intensifier la guerre. Quant aux rappelés qui manifestèrent dans les casernes et dans les gares leur refus massif de partir combattre les Algériens, ils furent abandonnés, en 1955 et 1956, aux officiers et aux méthodes de l'armée coloniale, aux Bigeard et autres Massu.

Trente ans après le 1^{er} novembre 1954, la droite française retrouve les accents de l'Algérie française pour fustiger la présence du ministre Cheysson aux cérémonies officielles à Alger. Trente ans après, cette droite, qui avait dû faire longtemps silence sur ses sinistres exploits coloniaux, crie au scandale et à la honte nationale, au nom des morts français en Algérie. Trente ans après, elle

veut faire revivre la colonisation comme une épopée civilisatrice, et exalter le souvenir des paras.

Et elle ne trouve en face que le silence, ou presque.

Que peut lui répondre Mitterrand qui, ministre de l'Intérieur de Mendès France en 1954, répondit au 1^{er} novembre par cette phrase : « *La seule négociation, c'est la guerre !* » ; un Mitterrand qui, devenu président de la V^e République, se hâta de réintégrer dans leurs grades les généraux de l'OAS ?

Que peut lui répondre un PS, dont pourtant de nombreux dirigeants luttèrent contre la guerre — comme militants du PSU au début des années soixante — quand ce parti est engagé dans une bataille tous azimuts en défense des intérêts de l'impérialisme français dans le monde, appuie aujourd'hui des mesures scandaleuses contre l'immigration en France, et joue la carte pourrie de l'unité nationale ?

Que peuvent lui répondre le PCF et la CGT, depuis si longtemps gangrenés par le chauvinisme, qui ont renoncé à créer les liens nécessaires de solidarité entre la classe ouvrière française et le peuple algérien ?

Ils furent en effet une infime minorité, syndicalistes, communistes exclus ou en marge de leur parti, trotskystes, socialistes de gauche ou chrétiens à se ranger aux côtés du peuple algérien et à soutenir le FLN.

La campagne bruyante de la droite contre « l'indécence » de la présence de Cheysson à Alger le 1^{er} novembre 1984 est une manœuvre politique et électoraliste qui vise également à entretenir et exacerber le racisme et la xénophobie. Ses promoteurs s'en cachent à peine. Il suffit de jeter un œil sur *Magazine Hebdo* pour s'en convaincre. Dans cet hebdomadaire, au contenu droitiste prononcé mais qui reçoit le soutien des giscardiens, des barristes comme des chiraquiens, on peut lire cet aveu passablement ignoble sous la plume d'un certain Claude Jacquemart, rédacteur en chef : « *J'ai personnellement été de ceux qui ont cru à l'Algérie française. L'intégration, qui visait à transformer les Algériens en Français à part entière, était une utopie généreuse. Mais lorsque la France s'en est retirée, en 1962, l'Algérie comptait dix millions d'habitants. Leur nombre a doublé depuis, et doublera encore d'ici la fin de ce siècle. Peut-on imaginer une France dont près de la moitié des citoyens serait de religion et de culture musulmanes ?* »

La réplique à la droite et à l'extrême droite ne peut se situer sur le terrain de la défense des relations d'Etat à Etat, ou la nécessité de « l'oubli ». Elle est dans le rappel des crimes de la colonisation durant cent trente ans en Algérie, des crimes de la guerre coloniale ; dans l'affirmation de la nécessité de la solidarité des opprimés et des exploités, de leur communauté d'intérêt et de destin, il y a trente ans comme aujourd'hui ; elle réside dans l'urgence qu'il y a à opposer un front uni des organisations ouvrières contre le racisme, pour la solidarité de classe de tous les exploités.

Non, moins que jamais, sous ce pouvoir « de gauche », nous ne pouvons laisser les nostalgiques de l'Algérie française et une droite revancharde tenir le haut du pavé, invoquer impunément le « sang français versé en Algérie » : car cette guerre et son cortège d'horreurs, la colonisation dont elle ne fut que le prolongement, ce fut leur œuvre. La réhabilitation arrogante qu'ils cherchent aujourd'hui, c'est celle de leurs crimes.

Opérations scissionnistes contre la FEN

Nicolas JEANSON

Initiée par FO qui mène une vaste opération de syndicalisation des enseignants, une manœuvre de scission et de déstabilisation de la FEN est en cours. Elle pourrait connaître d'autres développements si la CGT s'engouffre, comme on peut le craindre, dans la brèche ouverte par Bergeron.

Les conséquences peuvent être considérables pour la défense des travailleurs de l'enseignement, l'unité du service public et le mouvement syndical français dans son ensemble, dont le panorama pourrait se modifier sensiblement.

Le combat contre la scission de la FEN passe aussi par la lutte pour la transformation de ce syndicat. Il sera d'autant mieux mené que sera retrouvée la véritable signification de l'autonomie, c'est-à-dire le refus d'entériner la scission syndicale de 1947.

QUAND, en décembre 1947, les dirigeants regroupés autour de la revue *Force ouvrière* décident de quitter la CGT dominée par les communistes, la direction du SNI ne suivra pas le courant socialiste dont elle est proche.

Au conseil national du SNI, qui s'ouvre le 28 décembre 1947, son secrétaire général diffère la décision : « C'est un congrès qui a décidé l'adhésion à la CGT, c'est un congrès qui décide si cette adhésion doit être ou non maintenue. » Dès le 13 décembre, Marcel Valière présente ainsi l'orientation des instituteurs de l'Ecole émancipée : « *Position de principe : le SNI reste à la CGT et réclame un congrès extraordinaire de la CGT (...) Position de repli : la première proposition est repoussée, nous en prenons acte à regret, mais nous en prenons acte : "Vous ne voulez pas rester à la CGT, nous ne voulons pas aller à Force ouvrière" (...) Reste donc l'autonomie de la FEN et du SNI(1).* »

L'Ecole émancipée n'était représentée que par trois élus sur vingt au Bureau national du SNI. Mais le poids politique et personnel de ses représentants était important. Elle regroupait encore la poignée d'internationalistes qui n'avaient pas

cédé à l'union sacrée en 1914. Les Dommanget, Serret, Bouet, parmi d'autres, instituteurs de campagne attachés au « refus de parvenir » pouvaient en imposer à beaucoup de dirigeants par leur expérience, et à beaucoup d'universitaires par leur culture. Marcel Valière avait été le dernier dirigeant de la fédération CGTU de l'enseignement (« la fédération unitaire »), jusqu'à la fusion de 1935 ; il y avait appris la résistance au stalinisme. Au congrès confédéral de 1946, il est le principal animateur de l'opposition de gauche à Frachon.

L'origine de l'autonomie

Sans doute, toute l'autorité des animateurs de l'Ecole émancipée n'aurait pas suffi à empêcher la scission du SNI si les majoritaires n'avaient pas fait le même choix. Cependant, « la rapidité de l'Ecole émancipée à se déterminer contraste avec le silence des majoritaires qui se prolonge (2). » Elle permettra au moins à l'Ecole émancipée et à Marcel Valière de jouer un rôle actif dans le déroulement des événements.

Le bureau national du SNI décide

1. « Notre ami Marcel Valière », par H. Féraud et H. Vidalenche. Brochure EE 1975.

2. « La FEN choisit l'autonomie », D. Sapojnik. « Le mouvement social » n° 92. Juillet-septembre 1975.

de soumettre trois questions à la consultation des syndiqués :

1. Êtes-vous partisan de maintenir l'adhésion du syndicat national à la CGT ? Réponse : 33 958 oui, 54 947 non.

2. Si la majorité se prononce pour le retrait de la CGT, êtes-vous partisan de l'adhésion à la CGT-FO ? Réponse : 21 554 oui, 64 473 non.

3. Si la majorité est hostile aussi bien à l'adhésion à la CGT qu'à l'adhésion à FO, êtes-vous partisan de maintenir à tout prix l'unité du syndicat national et de la FEN, comme organismes autonomes, quelle que soit votre réponse aux questions précédentes ? Réponse : 72 132 oui, 15 125 non.

Le SNI, et les autres syndicats nationaux de la FEN, tiennent congrès en mars 1948, d'abord séparément, puis en fédération. La FEN est constituée comme fédération unitaire et autonome. Les militants du PC, qui avaient menacé de rester quoi qu'il arrive à la CGT, ne passent pas à l'acte. Ils obtiendront cependant le droit à la double affiliation, à la FEN et à la CGT ; il en sera naturellement de même pour FO. Ce n'est qu'en 1954 qu'est mis un terme à la double appartenance.

Un secteur de l'enseignement n'échappera pas à la scission : celui des centres d'apprentissage (aujourd'hui les LEP), dont les enseignants, anciens ouvriers qualifiés, sont très influencés par le PC ; là, il n'y aura pas de référendum, et la CGT implante l'ancêtre du SNETP-CGT. De même construira-t-elle un syndicat parmi les agents et employés de l'Éducation nationale, le SGPEN. Ainsi se maintiendra une FEN-CGT, en marge des gros bataillons d'enseignants.

Incontestablement, les motivations des partisans de l'autonomie étaient très variables. Certains espéraient encore que l'autonomie ne serait qu'une étape transitoire vers le ralliement à FO. À l'opposé, pour l'Ecole émancipée, l'autonomie n'est que le moyen de préserver l'unité ; Marcel Valière parle à propos du congrès de 1948, « *du désir clairement affirmé de travailler à la reconstitution d'une CGT unique et démocratique sur des bases plus solides que celles définies au congrès de fusion de Toulouse en 1936. Les instituteurs syndiqués autonomes ne veulent pas se couper de la classe ouvrière, ils n'entendent pas se réfugier dans un splendide isolement ni sombrer dans un amicalisme désuet.* » Enfin, pour la majorité,

l'autonomie est « *le moyen de maintenir intacte l'efficacité de l'action d'une fédération puissante, en particulier sur le plan corporatif* » (3).

Marcel Valière et ses amis sont conscients de cette hétérogénéité. Leur ligne de conduite est claire : d'une part, défense de l'unité syndicale et du droit de tendance, d'autre part, défense d'une orientation syndicaliste-révolutionnaire, contre le repli corporatiste.

C'est ainsi que le congrès de 1948 adopte une motion dite « Bonissel-Valière » du nom de ses deux rapporteurs, le réformiste et le révolutionnaire. Cette motion définit, outre les nouvelles normes de fonctionnement du syndicat, des éléments d'orientation de base. Mais dès 1949, l'Ecole émancipée se compte seule, obtenant 9,46 % des mandats. La souplesse et la rapidité de réaction de l'Ecole émancipée témoignent de la fermeté et de la maturité de ses animateurs. Ils n'ont, à aucun moment, laissé planer d'ambiguïté sur les raisons de leur combat et leur conception de l'unité. Un mois avant le congrès de l'autonomie, une « conférence d'unité syndicale » regroupait l'Ecole émancipée et les diffuseurs du bulletin d'opposition syndicale, *Front ouvrier*. Valière écrit à ce moment : « *Il ne s'agit surtout pas de s'installer dans l'autonomie comme Jouhaux et Frachon s'installent dans la scission.* »

La suite démentira cette intention : trente-six ans après, la FEN s'est installée dans l'autonomie, mais la division confédérale n'a pas non plus reculé d'un pas. Que la cohésion sociologique des instituteurs ait facilité le maintien de leur unité syndicale est une certitude : mais ce constat ne doit pas déprécier la valeur de l'unité dans la FEN. N'est-ce pas une des raisons pour lesquelles le taux de syndicalisation dans l'enseignement est deux à trois fois supérieur à celui des autres secteurs ? Est-il indifférent qu'existe un exemple d'unité organique (certes, avec toutes ses déformations), dans un mouvement syndical profondément divisé ? Croit-on encore que les inconvénients de l'autonomie soient supérieurs aux avantages de l'unité ?

L'opération FO et ses conséquences

L'offensive actuelle de FO contre la FEN repose toutes ces questions. Mais elles ont d'abord été posées par la CFDT, notamment depuis 1968.

Ces deux confédérations n'ont jamais accepté 1948. L'une et l'autre mettent en avant les mêmes raisons de les rejoindre : la FEN, c'est le corporatisme ; les enseignants doivent se confédérer. L'argument fut bien reçu par une frange du milieu enseignant, dans les années post-68, notamment parmi les plus jeunes enseignants des collèges et lycées. Le SGEN-CFDT représentait le lien avec la confédération qui tirait les marrons du feu du mois de mai, et se gonflait de nombre de travailleurs combattifs. Aujourd'hui, il est difficile de nier que le « recentrage » du SGEN-CFDT le conduit souvent plus à droite que le « corporatisme » de la FEN. La croissance de la CFDT dans l'Education nationale semble stabilisée. Place à FO.

La première ambition de la direction de FO, c'est la défense de la « démocratie » et du « monde libre ». Le rôle du syndicat est défini comme un facteur d'équilibre de la société : il sert à alerter la bourgeoisie des limites qu'elle ne doit pas franchir, sans risquer l'explosion sociale. La politique contractuelle fait fonction de baromètre qui enregistre à un moment donné l'état de l'équilibre social.

D'où un syndicalisme de concertation, peu appuyé sur des structures militantes. D'où une perméabilité particulière aux infiltrations réactionnaires ou patronales. L'adversaire principal n'est pas le patronat, mais l'ennemi du monde libre : le communisme. « L'unité syndicale, écrit Roger Lerda, responsable confédéral de l'enseignement, ne peut servir que les communistes ». « L'unité d'action est un piège », renchérit la presse de FO. L'objectif est donc de faire la pige à la CGT, en refusant de la « reconnaître ».

Le fait nouveau est que la direction confédérale FO pense être en mesure d'inverser le rapport de forces avec la CGT dans les prochaines années. A la « Fête de l'amitié », le 7 octobre dernier, Bergeron déclarait : « Maintenant, nous pouvons atteindre l'objectif que nous nous étions fixé lors des heures difficiles, mais exaltantes, de décembre 1947 : reprendre la place qui, historiquement, nous revient, c'est-à-dire la première. » Pourquoi maintenant ? En raison, bien sûr, du déclin du PC et de la CGT ; en raison aussi de la dérive suicidaire de la direction de la CFDT. En raison finalement du terrain laissé libre par les autres confédérations, et du désarroi créé par la politique de la

gauche au gouvernement. Ainsi s'expliquent les bons résultats de FO aux élections à la Sécurité sociale fin 1983. L'influence et la force de FO ont toujours suivi une courbe inverse à celle de l'activité des travailleurs.

Il est significatif que, dans l'enseignement, l'offensive de FO survienne en même temps que la trahison laïque, qu'elle a d'ailleurs appelée de ses vœux. FO tente de percer dans le milieu sur la base d'une défaite : cela suffirait à caractériser le sens de son initiative. Et les déclarations de ses dirigeants ne laissent aucun doute sur la base qu'elle entend regrouper. Citons, parmi beaucoup d'autres, ce passage de l'inévitable Roger Lerda : (FO-Hebdo du 11 juillet 1984) : « Sans que l'opinion publique en ait conscience, c'est la révolution dans l'enseignement public, à travers la conception autogestionnaire si chère à certains. Cela prépare de beaux lendemains... On comprendra dès lors nos mises en garde depuis plusieurs années à travers nos écrits, nos résolutions, et dernièrement l'appel solennel d'André Bergeron (...) Et l'on comprendra aussi le changement qui se produit dans le corps enseignant où beaucoup, ne pouvant plus supporter à la fois l'emprise politique de certains syndicats et la catastrophique « novation » qu'on veut leur imposer, viennent à FO où, enfin, ils peuvent s'aérer et militer librement. »

Tout est dit : FO, c'est à la fois le syndicat sans communistes et le syndicat pour « des enseignants qui enseignent et des élèves qui s'instruisent », selon une formule qui cache, derrière son apparent bon sens, l'acceptation de la sélection sociale à l'école.

Ainsi, la scission de la FEN par FO est liée à un projet : reconstruire un syndicalisme enseignant sur la base d'un mouvement de réaction d'une partie du milieu, lassée d'attendre des solutions aux difficultés du métier.

Comment, dans ces conditions, les conséquences d'une scission de la FEN ne pourraient-elles pas être de la plus haute gravité ?

« La scission dans mon département entraînerait la création de deux syndicats égaux, tandis que quarante à cinquante pour cent du syndicat actuel ne serait plus syndiqué du tout », déclarait un membre du Conseil national du SNI...en 1947. Aujourd'hui, FO ne menace pas d'équilibrer la FEN, mais elle menace de donner à la CGT le bon prétexte de rompre à son tour l'unité de la FEN. Cette dynamique de scission

aurait un effet désagregateur profond sur le milieu.

A qui profiterait le crime ? Christian Beullac, dernier ministre de l'Education sous Giscard répond, dans *Le Monde* du 20 octobre : « Au ministère de l'Education nationale, on dit que les syndicats sont aussi puissants que le ministre. C'est vrai. Mais seulement par le fait que le corporatisme est une force négative et que l'irresponsabilité détruit les meilleurs. A partir du moment où un syndicat détient le pouvoir syndical, par le poids écrasant de la FEN, exerce le pouvoir administratif par les commissions paritaires, possède le pouvoir financier par un énorme appareil de mutualité, crée son pouvoir politique par une forte influence sur un parti, l'intérêt général ne peut sortir vainqueur. » Conclusion : l'éclatement du service public en établissements concurrentiels, et la déstabilisation du statut des enseignants, passent par l'éclatement de la FEN elle-même. Le projet est clair comme de l'eau de roche. Quelle que soit la redistribution des cartes entre les syndicats existants, la droite (et ses porte-parole dans la gauche...) ont intérêt à faire disparaître la résistance intrinsèque d'un syndicalisme unitaire. Le pluralisme dans le syndicalisme se présente comme une des conditions de l'introduction du pluralisme dans le service public lui-même. Le lien apparaît ici clairement entre, d'une part, la guerre scolaire des trois dernières années où l'école privée s'est posée comme modèle de fonctionnement, et, d'autre part, les tentatives de destruction de la FEN.

Que celles-ci viennent de FO, qui se pare d'un attachement à l'unité du service public, ne change rien au résultat. Cela démontre seulement que les intérêts bureaucratiques sont plus forts que toutes les déclarations de principe.

Les tentations de la CGT.

Il importe donc de tout faire pour que les élections professionnelles du 3 décembre ne soient pas un tremplin pour FO. Battre la division le 3 décembre est le premier impératif unitaire. Mais il n'est pas le dernier. Personne, en effet, ne peut dire à partir de quel score de FO, parmi les enseignants, la CGT déciderait elle aussi de débaucher les syndiqués de la FEN. Ce qui est sûr en revanche, c'est qu'elle entretient cette tentation depuis longtemps, qu'elle en rediscute

très sérieusement aujourd'hui, et que l'appareil de la tendance « Unité et action » dans la FEN se prépare à toutes les éventualités. Le scénario commence à être connu : l'actuelle FERC-CGT se transformerait en un véritable syndicat général, à l'image du SGEN-CFDT ; les syndicats nationaux qui la composent seraient donc appelés à se dissoudre dans la fédération. C'est sans doute la raison pour laquelle le congrès du SNETP-CGT (enseignants de LEP) a été reporté au mois de mars 1985. En juin, la FERC elle-même tiendra son congrès. Entre-temps, la FEN aura réuni son instance souveraine, à Lille au mois de février ; et le SNES, syndicat FEN du second degré dirigé par « Unité et action », en aura fait autant en mars.

Il est clair que l'appareil UA aura du mal à convaincre sa base de passer à la CGT. La partie ne serait pas gagnée d'emblée. UA peut donc encore être gagnée à l'unité. Le plus probable est que la direction de cette tendance prendra le temps de mener une bataille interne dans la FEN, en vue de créer le climat du départ et de rejeter toutes les responsabilités de la scission sur la direction UID de la FEN. Il lui faudra sans doute, en particulier, attendre le congrès du SNI qui se tient en juin. Ainsi, la période qui s'étend du 3 décembre aux vacances d'été 1985 sera-t-elle décisive pour l'avenir de l'unité de la FEN.

Le moment chaud pourrait bien se situer entre la rentrée scolaire 1985 et les élections législatives de 1986.

Il faudra savoir défendre sans condition aucune l'unité organique et, parallèlement, formuler des propositions concrètes pour changer le fonctionnement de la FEN. Par ses traditions et son orientation, l'Ecole émancipée est encore à même de peser sur l'évolution du syndicalisme enseignant ; les occasions ne sont pas si fréquentes...

Car sont aujourd'hui ébranlés les piliers qui fondent l'identité de la FEN. Elle est le syndicat de l'unité, et la scission frappe à la porte. Elle est le syndicat de la laïcité, et le gouvernement de gauche enterre tous les espoirs. On ne sauvera pas l'unité à long terme sans refonder les structures et l'orientation de la FEN : ce

n'est pas là chercher des circonstances atténuantes aux diviseurs ; ils n'en n'auront jamais le bénéfice. C'est seulement constater que l'unité organique est fragilisée lorsqu'une orientation et un fonctionnement tendent à vider l'organisation syndicale de sa substance. D'ailleurs, les syndiqués n'ont pas le choix : les congrès ou élections syndicales internes posent cette année la question du changement dans la FEN.

Pourquoi ne pas partir de là : le milieu de l'Education nationale a évolué beaucoup plus vite que le syndicat. En 1948, on dénombrait 155 000 instituteurs et 17 400 enseignants de lycées. Trente-six ans plus tard, en 1983, il y a en France, 307 000 instituteurs et 290 000 enseignants du second degré. Le nombre d'enseignants a donc été multiplié par deux environ dans le primaire et par dix-sept dans le secondaire. Les deux « corps » s'équilibrent numériquement. L'essor du second degré est naturellement lié à celui des collèges. Les professeurs du secondaire se répartissent ainsi : 26,5 % dans les lycées classiques, 17,2 % dans les LEP et 56,3 % dans les collèges. Cette évolution, d'abord imperceptible, s'est accélérée à partir de la fin des années soixante. L'évolution des emplois budgétaires en indices fait apparaître les résultats en 1984 par rapport à 1967 (base 100, voir tableau ci-contre).

De même observe-t-on un développement considérable des professions non enseignantes dans l'Education nationale, depuis que celle-ci fut fondée : agents, infirmières, bibliothécaires, etc.

Non à l'émiettement catégoriel de la FEN

Il y a donc eu une importante diversification des personnels de l'Education nationale. Comment la FEN y a-t-elle répondu ? Par la multiplication de syndicats nationaux de catégories (49 aujourd'hui). On peut ainsi compter une demi-douzaine de syndicats différents de la FEN dans un même collège, un pour les PEGC, un pour l'intendant, deux pour les professions de gymnastique,

Ensemble du personnel enseignant	Instituteurs	Collèges	Lycées	LEP
159	126	192	187	214

un pour l'infirmière, un pour les certifiés et agrégés... Non seulement, cet éclatement est un facteur de division des personnels, mais c'est un obstacle à la syndicalisation des professions « minoritaires » : où se réunira la section des infirmières dispersées dans tous les établissements, par exemple ? Et l'intendant ? Le résultat en est que la structure fédérale est ignorée de la plupart des syndiqués : on est « au SNES » ou « au SNI », mais pas « à la FEN ». La fédération se réduit à ses structures départementales et nationales, dans l'ignorance de la plupart des syndiqués.

C'est donc un syndicalisme de métier qui se substitue au type de syndicalisme d'industrie. L'analogie n'est pas permise avec les centrales ouvrières : leurs fédérations recouvrent aussi des syndicats nationaux, mais ceux-ci rassemblent tous les personnels sur le lieu de travail.

L'émiettement de la FEN en syndicats catégoriels n'a cessé d'être renforcé par la direction fédérale pour ses intérêts propres. D'abord, parce que de la myriade de syndicats nationaux émerge le plus gros, qu'elle contrôle bien, le SNI. Ensuite, parce que la représentation des « petits syndicats », le plus souvent UID eux-aussi, valorise le poids de ce courant dans les instances fédérales. Un exemple : dans une section départementale, le syndicat national des directeurs d'Ecoles normales, avec un seul adhérent, aura un représentant à la CA de la FEN ; les plus gros syndicats en auront davantage, mais pas en proportion de leur poids : la voix d'un directeur d'Ecole normale peut ainsi compter autant que celle de 150 ou 200 instituteurs...

La division catégorielle se cristallise depuis plusieurs années autour de la syndicalisation des professeurs de collèges : les PEGC. Le SNI (UID) les syndique aujourd'hui. Le SNES (UA) les réclame, puisqu'ils enseignent dans le second degré. Il est vrai que la FEN sera le dernier syndicat à avoir quatre syndicats d'enseignants dans les collèges ! Mais le SNES serait plus crédible s'il posait le problème de fond : pourquoi les instituteurs et les professeurs ne sont-ils pas dans le même syndicat ? Alors, l'affectation syndicale des PEGC ne serait plus l'enjeu d'une lutte d'influence de tendances, puisque tous les enseignants seraient réunis. Pourquoi faut-il que les professeurs de gymnastique soient non seulement répartis dans deux syndicats différents, mais en plus

dans des syndicats différents de leurs collègues ?

Il ne faut pas se méprendre sur l'enjeu qui se cache derrière la structuration de la FEN : il ne s'agit pas d'un débat technique, mais du débat qui va jaillir avec force dans les mois qui viennent. Car on ne peut pas discuter de l'avenir de la FEN sans dire ce qu'elle est : une structure formelle ou un syndicat général ? L'alternative se resserre. Les inconvénients de l'autonomie ne pèsent pas lourd à côté des inconvénients de la division catégorielle à l'intérieur même de la FEN. La défense de l'unité de la FEN passe par cette profonde transformation de ses structures. On ne peut combattre la division syndicale à l'extérieur, sans la réduire à l'intérieur.

La FEN est donc restée, malgré l'évolution profonde du milieu, structurée autour du SNI (tous ses secrétaires généraux en sont issus, par exemple, et c'est aussi le cas de l'appareil fédéral). L'identité du SNI s'est forgée autour de la défense de l'école laïque. A l'origine, « *Après l'épreuve de Vichy, ce sentiment de laïcité est même plus fort qu'avant guerre (4)* ». Il cimente les militants. Il est lié à une idéologie rationaliste, à la conviction que la libération sociale se fera par l'instruction. En 1960 et 1961, la mobilisation contre la loi Debré mobilise des millions de personnes. Mais elle fut suivie par « 23 ans de lois antilaïques ». Dans le même temps, la prolongation de la scolarité ramenait l'école élémentaire au statut « primaire », de première étape des études. La composition du milieu changeait : les écoles normales ne recrutent plus en fin de troisième les meilleurs élèves issus de la paysannerie, mais après le bac et, de plus en plus en milieu citadin. Le ministère embauchait aussi des « suppléants », souvent des étudiants pressés par la nécessité. Le métier se « dévalorise » dans la hiérarchie sociale. L'idéologie porteuse de la laïcité tombe à plat parmi les nouvelles générations. Mai 1968 passe par là, qui décape quelques illusions. Beaucoup de changements, donc sur une longue période, qui entraînent une lente transformation des rapports du milieu au syndicat : l'adhésion-réflexe prend le pas sur l'adhésion de conviction. Et arrive le moment où la rupture se fait sentir. Il suffit que le contexte politique se dégrade : division de la gauche, ou trahisons de son gouvernement sans réaction syndicale à la hauteur.

La désyndicalisation prend des dimensions sérieuses. Pas plus qu'à la

CGT ou à la CFDT, peut-être. Mais la FEN part de plus haut : quand elle perd des cartes en grand nombre, elle risque de perdre son statut de syndicat hégémonique. Le SNI syndiquait 80 % des instituteurs en 1965 ; ce taux a chuté à 60 % aujourd'hui. La FEN regroupait 77 % des personnels en 1952, 62 % en 1970, et à peine plus de 50 % maintenant. C'est encore un taux deux fois supérieur à celui des confédérations ouvrières dans leurs secteurs. Mais la chute est lourde. Pourtant, la période ouverte par 1968 avait entraîné le gonflement des effectifs syndicaux ; preuve que la tendance antérieure à la baisse pouvait être contrecarrée. Les sommets d'adhésions ont été enregistrés en 1976-1977 pour la plupart des syndicats de la FEN. Depuis lors, le gain a été perdu, et même plus.

Revenir à un syndicalisme authentique

Le SNI, par exemple, est passé de 27 000 cartes en 1968-1969 à 314 600 en 1976-1977, pour retomber l'année dernière à 235 000. Le SNES retombe à son niveau de 1969.

Il vaut la peine de citer quelques causes de la désyndicalisation, telles qu'elles sont analysées dans le rapport d'un important syndicat de la FEN fin 1983. Outre les « raisons politiques », figurent les raisons de « politique syndicale » : « *Des collègues critiquent l'appareil syndical qu'ils considèrent comme une administration-bis... Pour certains, le syndicat national manque de combativité...* » Quant aux raisons de « vie interne », il est écrit : « *Le militantisme n'est-il plus ce qu'il était ? La multiplicité des tâches administratives a conduit les responsables à réduire l'activité militante sur le terrain. On note généralement des difficultés pour quadriller le terrain, trouver des responsables locaux. Un certain désengagement militant provient de l'individualisme et d'un refus du sens collectif et de la solidarité.* »

Dans une récente interview à l'*Education-Hebdo*, Jean-Claude Barbarant, secrétaire général du SNI-PEGC, répond ainsi à une question sur les remèdes à la désyndicalisation : « *Nous avons demandé une étude à un organisme spécialisé. Il s'agit d'une réflexion sur ce que nous sommes, sur notre champ de*

recrutement, et notre fonctionnement. Lorsque nous aurons les résultats de cette enquête, nous passerons tout cela au crible. Nous avons engagé d'autre part une réflexion interne. » C'est bien mal débiter l'étude des causes de la désyndicalisation, que de la confier à un cabinet-conseil ! Veut-on ripoliner le « look » du syndicat, ou replanter ses racines ?

On reconnaît publiquement à la FEN que s'est développé un comportement « consumériste » à l'égard du syndicat. Comment pourrait-il en être autrement, quand le syndicalisme est réduit à une prestation de services ? La MAIF et la CAMIF ne remplaceront pas la laïcité dans l'idéologie syndicale... Et on ne « produit » pas des militants avec une orientation telle que celle-ci : « Nous recherchons une négociation continue fondée sur le rapport de forces créé par la syndicalisation massive », selon André Henry, prédécesseur de J. Pommatau. Autant dire aux syndiqués : payez vos cotisations, nous faisons le reste... C'est d'ailleurs ainsi qu'un certain nombre d'entre eux le comprennent, dont ceux qui, attendant autre chose du syndicalisme, l'ont déserté !

Pour celles et ceux qui ne renoncent pas, pour celles et ceux qui ne combattent pas l'orientation de Pommatau pour adopter celle de Bergeron, Maire ou Krasucki, le moment est donc venu de se regrouper. Le syndicalisme authentique a de belles heures devant lui, pour qui n'en oublie pas les principes élémentaires :

— L'indépendance syndicale, ce n'est ni l'alliance avec le CNPF dans les caisses de sécurité sociale, ni la subordination de l'action au cours en zig-zag d'un parti, ni la révision en

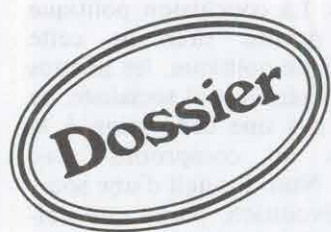
baisse des revendications. L'indépendance syndicale, c'est dire la vérité aux travailleurs : voilà, les revendications ; voilà l'obstacle à franchir ; voilà l'action pour gagner.

— La démocratie syndicale, ce n'est ni la personnalisation du syndicat dans les médias, ni le monolithisme de la presse syndicale, ni les exclusions formelles ou de fait des militants critiques, ni les tripatouillages statutaires. La démocratie syndicale, c'est la libre expression des structures, le fonctionnement fédéraliste et non centraliste du syndicat, la représentation proportionnelle des courants à tous les niveaux sans « discipline de tendance », la décentralisation du pouvoir au plus près des adhérents.

— L'unité syndicale, ce n'est pas seulement le combat contre les opérations de scission, c'est aussi l'unification des professions dans les structures syndicales, c'est la défense des revendications unifiantes, c'est la recherche constante de l'unité d'action.

— L'action syndicale, ce n'est pas le « tout à la négociation », sans rapport de forces autre que la « représentativité » du syndicat. Ce n'est pas non plus les actions-soupapes sans lendemain. C'est la recherche de la mobilisation collective adaptée au niveau de la revendication et de l'engagement des travailleurs.

Pour une telle conception de l'unité, de l'indépendance, de la démocratie et de l'action syndicale, il faut maintenant rassembler les forces. Il y a une certaine urgence à le faire. Rien, aujourd'hui, ni les désaccords passés, ni les trajectoires différentes, ni des opinions encore divergentes sur des questions particulières, non ! Rien ne justifierait les sectarismes.



Démocratie révolutionnaire et élections au Nicaragua

Carlos ROSSI

LE triomphe sandiniste du 19 juillet 1979 a ouvert au Nicaragua un processus de *révolution permanente* qui a profondément bouleversé les structures politiques et économiques du pays : destruction de l'appareil répressif de l'Etat bourgeois (la Guardia nacional de Somoza), armement des travailleurs (les milices populaires), expropriations de la grande bourgeoisie somoziste et *vendepatria* ; réforme agraire et alphabétisation, contrôle croissant de l'Etat révolutionnaire sur la production et la distribution. La bourgeoisie a été expropriée du pouvoir politique et son pouvoir économique est de plus en plus limité : indiscutablement un processus de *transition au socialisme* a été engagé, même s'il prend des formes très particulières et inattendues (maintien d'un large secteur économique privé, etc).

Un des aspects essentiels de cette transformation révolutionnaire qui combine des tâches démocratiques, agraires, anti-impérialistes et *anti-capitalistes* a été l'établissement par le FSLN et par les masses populaires elles-mêmes du *poder popular*, c'est à dire de nouvelles formes de démocratie révolutionnaire assurant aux travailleurs, aux jeunes et aux femmes une *participation active et directe* dans la vie économique et politique du pays : les Comités de défense sandiniste (CDS), les milices populaires, les syndicats de travailleurs des villes (CST) et des campagnes (ATC), les associations de paysans (UNAG), de femmes (AMNLAE), de jeunes (Jeunesse sandiniste-19 juillet), les coopératives autogérées (CAS), etc. Le Conseil d'Etat a assuré jusqu'ici la représentation nationale de ces organisations de masses, ensemble avec les partis politiques et les associations patronales (qui se sont finalement retirées).

Pourquoi alors l'organisation d'élections en novembre 1984 ? S'agit-il d'une concession à la bourgeoisie ? D'un compromis avec l'impérialisme ? D'un retour à des formes bourgeoises de démocratie parlementaire ? Et pourquoi maintenant, quand le Nicaragua subit l'agression intensifiée des mercenaires *contras* organisés et soutenus par les USA ?

Constatons tout d'abord que l'appel du FSLN aux élections (et la campagne électorale libre et pluraliste) a déjà eu pour résultat de mettre politiquement sur la défensive la « Coordinadora democrática » (bloc entre le patronat et les partis de droite, soutenu par la hiérarchie de l'Eglise), la *contra* et l'impérialisme. L'initiative du Front a semé la perplexité, le désarroi

et l'hésitation dans le camp de la réaction, qui ne sait plus sur quel pied danser...

Au-delà de cette portée tactique immédiate, quelle est la signification plus profonde de ces élections nicaraguayennes, d'un point de vue révolutionnaire marxiste ? Il est important de souligner que des élections véritablement démocratiques dans une société de transition au socialisme comme le Nicaragua n'ont rien à voir avec celles d'une démocratie bourgeoise (et encore moins les pseudo-élections qui se succèdent dans la plupart des pays d'Amérique latine). Parce que :

a) L'appareil d'Etat bourgeois ayant été brisé, il n'y a plus d'armée réactionnaire exerçant son veto derrière les coulisses ou prenant le devant de la scène par un coup d'Etat si le résultat des élections est défavorable à la bourgeoisie. En un mot : le scénario du Chili en 1973 (ou du Guatemala en 1954) ne risque pas de se répéter au Nicaragua...

b) Le monopole bourgeois sur les moyens d'information n'existe plus et les idées révolutionnaires disposent d'une base de masse chez les travailleurs.

c) Les masses populaires sont activement engagées dans le processus révolutionnaire et participent à des structures de démocratie directe à la base.

Pour résumer : la fonction sociale et politique des élections change radicalement selon la nature du pouvoir : Etat bourgeois ou Etat révolutionnaire en transition au socialisme. L'expropriation politique de la bourgeoisie au Nicaragua donne une signification entièrement nouvelle aux élections du 4 novembre 1984.

D'autre part, ces élections n'ont rien à voir avec le rituel bureaucratique vide pratiqué tous les quatre ans en Pologne ou en Tchécoslovaquie, dont le résultat toujours prévisible d'avance est le « triomphe » (à 98 % en moyenne) du parti unique ou du « front national » qui lui sert de façade.

Au Nicaragua, il existe un *pluralisme politique authentique* : malgré la situation de guerre et l'intervention impérialiste, le FSLN n'a exclu des élections que la contre-révolution armée. Le secteur le plus réactionnaire de la bourgeoisie (directement lié à l'impérialisme) — la « Coordinadora » et son candidat Arturo Cruz — a finalement opté pour le boycott, dans une vaine tentative de casser la légitimité du processus électoral : il s'est *auto-exclu* de la légalité politique instituée par la révolution.

Outre le FSLN, participent aux élections trois par-

tis de gauche — le Parti socialiste nicaraguayen, le Parti communiste du Nicaragua (tous les deux staliniens prosoviétiques) et le Mouvement d'action populaire — marxiste-léniniste (pro-albanais) — et trois partis bourgeois : le Parti conservateur démocrate, le Parti libéral indépendant et le Parti populaire social-chrétien. Les partis staliniens accusent le FSLN d'avoir capitulé devant la social-démocratie (en organisant les élections), et les partis bourgeois l'accusent de collusion avec le communisme international... La liberté d'expression et de critique des partis est totale. La loi électorale leur garantit un accès égal à la radio et la télévision, et une subvention de neuf millions de cordobas chacun (indispensable pour que les petits partis puissent mener leur campagne). La presse est libre (sauf les informations présentant un danger militaire ou économique) et la *Prensa* ne se prive pas de déverser quotidiennement un tombereau de mensonges et d'insultes contre les sandinistes.

Cela n'empêche nullement la grande majorité de la population — c'est-à-dire les travailleurs et les pauvres des villes et des campagnes, les jeunes (le droit de vote est accordé à partir de seize ans) et les chrétiens progressistes — de soutenir le FSLN : les acquis de la révolution en termes de santé, éducation, niveau de vie et *dignité retrouvée* parlent plus fort que tous les arguments réactionnaires !

Pendant longtemps la IV^e Internationale a été la seule à affirmer que la révolution socialiste et la dictature du prolétariat n'impliquent aucunement la suppression des libertés démocratiques et du pluralisme politique (voir le document du Secrétariat unifié « Démocratie socialiste et dictature du prolétariat »). *L'exemple du Nicaragua est la démonstration vivante et concrète de cette possibilité.* Comme le soulignait notre camarade Ernest Mandel dans un discours prononcé cet été au Brésil : « Dans des conditions d'adversité extrême, les camarades sandinistes sont les premiers depuis la Révolution russe de 1917 qui essayent de combiner les avancées sociales et économiques de la révolution avec un élargissement des libertés politiques dans le processus révolutionnaire pour les masses populaires. On peut discuter de certaines spécificités du processus politique au Nicaragua, mais ce qui doit être clair c'est que les principes du pluralisme politique que notre courant de la gauche internationale a prêché pendant des décades, sont pour la première fois appliqués, et dans

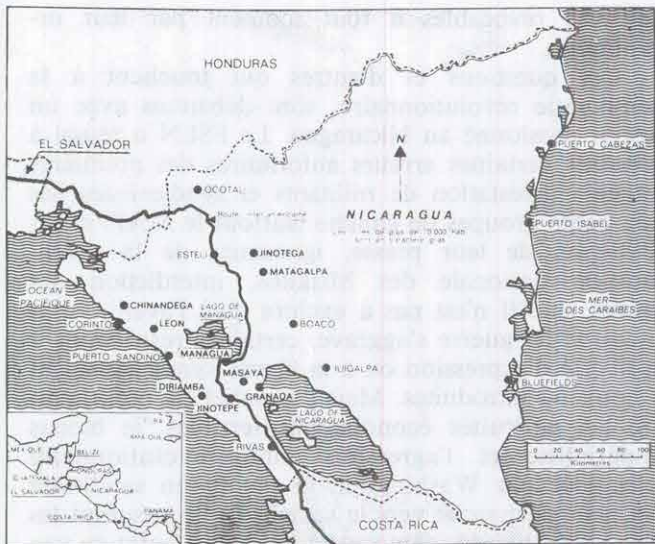
des conditions très difficiles. La conclusion politique fondamentale que nous devons tirer de cette expérience est que le pluralisme politique, les libertés politiques, la démocratie prolétarienne et socialiste, ne sont pas un luxe, ne sont pas une concession à la bourgeoisie, ne sont pas un compromis avec l'idéologie petite-bourgeoise. Non. Il s'agit d'une source de force politique... La révolution, plutôt que s'affaiblir, sortira renforcée des élections. » (*Em Tempo*, S. Paulo, 13 septembre 1984, page 8)

En effet, les élections pluralistes et démocratiques du Nicaragua, loin d'être contradictoires avec le rôle d'avant-garde révolutionnaire du FSLN, contribuent efficacement à le consolider. D'une part, parce que la légitimation nationale et internationale du pouvoir sandiniste par le suffrage universel rendra plus difficile l'agression impérialiste. D'autre part, parce que la campagne électorale du FSLN — menée surtout par le « porte à porte », des visites de militants dans les maisons de leur quartier — *élèvera le niveau politique* de la base du Front, grâce à la nécessité pour chaque membre de *s'armer idéologiquement* pour affronter les arguments réactionnaires et la propagande de la droite (nous avons pu constater lors des conversations à Managua avec des dirigeants du FSLN que cet aspect leur semble un des principaux gains du processus électoral). Enfin, parce que grâce à ce *dialogue direct* avec les plus larges masses, le Front pourra à la fois élargir et renforcer son influence politique hégémonique et se rendre compte de façon concrète des inquiétudes et demandes du peuple travailleur. Les documents du FSLN que nous publions dans ce numéro de *Critique communiste* montrent la façon ouverte, démocratique, critique et auto-critique, dont les militants sandinistes conduisent la campagne. Le but n'est pas seulement de gagner des votes pour le Front mais de *convaincre les travailleurs et le peuple de s'organiser et d'agir eux-mêmes* (à travers les CDS, les syndicats, etc).

Reste la question plus complexe de la forme représentative (« parlementaire ») des élections du 4 novembre 1984 : n'est-elle pas contradictoire avec la démocratie directe (représentée dans la tradition prolétarienne révolutionnaire par les soviets et les conseils) ?

Si dans l'Etat bourgeois la démocratie représentative (le Parlement) et la démocratie directe (les conseils) sont mutuellement exclusifs et ne peuvent coexister que sous la forme éphémère du double pouvoir, il en va autrement dans une société de transition au socialisme comme le Nicaragua. Il n'y a pas de raison pour que le pouvoir révolutionnaire des travailleurs ne combine pas des formes représentatives et des formes directes de démocratie. Rappelons que la Commune de Paris (la première expérience de dictature du prolétariat) a élu une assemblée au suffrage universel le 26 mars 1871 (elle a en même temps veillé à ce que les élus soient révocables).

La démocratie représentative est toujours *insuffisante* pour assurer un pouvoir réel aux travailleurs : c'est pourquoi elle doit être *intégrée* dans un système démocratique beaucoup plus profond et vaste, qui assure la participation active, *permanente, quotidienne, directe* des travailleurs à la gestion



Managua : « Pour la santé du peuple, on est, on continue avec le Front. »

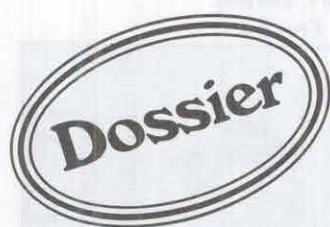


Local d'un parti bourgeois d'opposition à Managua.



Miliciens d'une coopérative agricole près de San Miguelito.





économique et politique du pays — et pas seulement par un vote tous les cinq ans !

Au Nicaragua cette participation se concrétise à travers des organisations de masse comme les CDS, les syndicats, l'AMNLAE, la JS-19, etc. Ne faudrait-il envisager une représentation directe de ces mouvements de masse, à travers une deuxième chambre, une « Assemblée des travailleurs » ? Bien entendu, comme le rappellent les camarades sandinistes, beaucoup de dirigeants des organisations de masse seront élus députés du FSLN dans l'Assemblée législative. Mais à notre avis cela ne remplace pas une structure où ces mouvements sociaux autonomes seraient directement représentés, en tant que tels, indépendamment de leurs liens avec le Front, par des

délégués révocables à tout moment par leur organisation.

Ces questions et d'autres qui touchent à la démocratie révolutionnaire, sont débattues avec un intérêt passionné au Nicaragua. Le FSLN a réussi à dépasser certaines erreurs autoritaires des premières années : arrestation de militants et syndicalistes liés aux petits groupes de gauche (surtout le MAP) et interdiction de leur presse, ignorance de la revendication nationale des Miskitos, interdiction des grèves, etc. Il n'est pas à exclure qu'à l'avenir, si la situation de guerre s'aggrave, certaines restrictions à la liberté d'expression ou à la liberté syndicale soient à nouveau introduites. Mais l'essentiel est ceci : malgré les difficultés économiques terribles, le blocus impérialiste et l'agression contre-révolutionnaire téléguidée par Washington, la révolution sandiniste poursuit sa marche vers le socialisme en assurant les plus larges libertés démocratiques. De ce point de vue il s'agit d'une expérience *d'importance historique mondiale* : pour la première fois depuis la dégénérescence bureaucratique de l'URSS, une révolution au pouvoir donne l'exemple d'une démocratie authentique et pluraliste.

Le pouvoir populaire sandiniste applique dans les faits la règle d'or de la démocratie révolutionnaire : aux arguments réactionnaires, il faut répondre par des arguments révolutionnaires ; aux agressions et sabotages de la contre-révolution, il faut répondre avec la poigne de fer de l'armée et des milices populaires.

Il nous faut un, deux, trois... plusieurs Nicaragua !

Le Plan de lutte du FSLN

Le « Plan de lutte » est le programme que le Front sandiniste de libération nationale présente au peuple à l'occasion des élections. Le passage suivant est extrait de l'introduction. Il met l'accent sur un aspect essentiel pour comprendre la nature du Front et ses racines populaires : son héritage historique, sa continuité avec les combats anti-impérialistes du passé, son lien avec la geste héroïque de Sandino. Le FSLN est le produit d'une histoire de lutte, d'une *mémoire collective transmise de génération en génération*, d'une culture populaire-révolutionnaire restée vivante dans les masses.

Dans un livre récemment publié au Nicaragua, le commandant sandiniste Omar Cabezas raconte l'émouvante rencontre, lors de la guérilla dans les montagnes en 1974 avec un vieux paysan qui avait combattu avec Sandino. En leur distribuant quelques fusils qu'il avait enterrés en 1934, il leur a dit : « Je savais que vous alliez revenir. Je vous attendais depuis longtemps... »

Héritier et vengeur des martyrs du passé, le FSLN est porteur d'une *tradition des opprimés* qui en fait l'avant-garde légitime et authentique

de tout un peuple. Ce n'est pas un hasard si, avant même d'exposer son programme économique, social et politique, le Front rappelle son lien organique avec un siècle de luttes pour la libération nationale et sociale du peuple nicaraguayen.

Le Front sandiniste représente l'histoire patriotique, digne, anti-impérialiste du peuple héroïque du Nicaragua, qu'a su synthétiser le génie populaire de Carlos Fonseca.

Le Front sandiniste, c'est le programme de Sandino brandi par les enfants de Sandino à Bocay, Managua, El Patuca, Rio Coco et Walakistan en 1963. C'est le drapeau rouge et noir de Sandino défendu par le feu et le sang à Pancasan en 1967 ; à Zinica en 1970 ; dans l'action du 27 décembre 1974 ; dans l'offensive d'octobre 1977 ; dans les mobilisations populaires de janvier 1978 ; lors de la prise du Palais national et de l'insurrection de septembre 1978.

Le Front sandiniste, c'est le feu de la justice populaire dans l'insurrection finale, avec ses colonnes de guerilleros soumettant les casernes de la dictature ; c'est la grève générale ; c'est le repli, le combat du peuple et de ses cinquante mille martyrs et héros (...)

Aujourd'hui, l'histoire a rendez-vous avec le peuple pour défendre son programme, celui du Front sandiniste.

Aujourd'hui, quand nous affrontons à nouveau l'ennemi de toujours, l'impérialisme yankee et les traîtres *vendepatria*, ce même peuple héroïque d'ouvriers et de paysans, de manœuvres et d'artisans, de petits commerçants, d'étudiants, de femmes, de petits et moyens propriétaires agricoles, d'entrepreneurs conséquents, d'employés et de techniciens, de religieux, intellectuels et artistes, ce peuple est en train de livrer bataille.

Ce même peuple continuera à combattre pour le nouveau Nicaragua, aux côtés de son avant-garde historique le FSLN, en défendant son Plan de lutte dans les premières élections libres de l'histoire de notre patrie.

Jamais il n'y eut de meilleure option de pouvoir pour le peuple que celle du Front sandiniste. Celles défendues par les partis traditionnels ont toujours été des promesses mensongères. Notre choix est celui qu'a fait le peuple en empoignant les fusils libérateurs pour renverser la dictature et extirper du Nicaragua la domination impérialiste. Notre option est celle que le peuple a soutenu tout au long des cinq années de processus révolutionnaire, de transformations profondes de la réalité sociale et économique, que le FSLN avait promis dans son programme historique de lutte et qui sont en cours de réalisation.

Le Front sandiniste s'est formé avec héroïsme et sacrifice dans la lutte clandestine, la guerilla, dans les villes, les champs et les montagnes. Le chemin de la victoire a été ouvert, de longues années durant, avec sagesse, patience et sacrifice. Sur son passage est resté le sang versé par ses meilleurs dirigeants, les dirigeants du peuple.

A la tête du peuple dans la lutte et le triomphe insurrectionnel, le Front sandiniste a enterré le passé de

pactes, de trahisons et de cuisine électorale des partis vendus à l'impérialisme yankee.

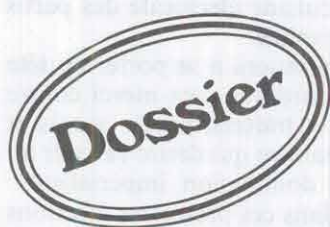
Le Front sandiniste continuera à se porter en tête de ce peuple qui lutte aujourd'hui sans merci contre les mercenaires génocides et traîtres, payés, armés et dirigés par l'impérialisme yankee qui désire revenir au passé d'exploitation et de domination impérialiste.

Le 4 novembre 1984, dans ces premières élections libres de l'histoire du Nicaragua que seule la Révolution sandiniste a rendues possibles, ce même peuple ratifiera son vote pour la révolution, celui qu'il fait tous les jours dans les usines, les syndicats, les coopératives, les quartiers, les ateliers, les salles de classe, dans la construction du nouveau Nicaragua.

De la même manière, il confirmera son vote de tous les jours sur les fronts de combat, dans les tranchées, dans la lutte à mort contre les mercenaires et les envahisseurs étrangers.

Le guide du propagandiste du Front





Chaque militant du FSLN effectue des dizaines de visites dans les maisons de ses voisins de quartier, pour leur expliquer le programme du Front. Ce petit guide les instruit sur les arguments à employer pour répondre aux mensonges contre-révolutionnaires et dissiper les doutes.

Le premier extrait définit la signification générale du Plan de lutte et explique au propagandiste l'attitude correcte à avoir dans les discussions. Il insiste sur l'importance d'une démarche ouverte, ferme mais capable d'autocritique et sensible aux questions du peuple.

Sur chaque problème, la brochure présente les axes de la propagande impérialiste (véhiculée par *La Prensa* et par la hiérarchie de l'Eglise) et les réponses des révolutionnaires. Nous avons traduit l'introduction de cette section et le chapitre sur l'agression US. Les autres chapitres traitent du service militaire, du ravitaillement, de la religion, et du processus électoral lui-même.

Le dernier extrait donne quelques suggestions concrètes sur la façon de mener l'explication pendant les visites, en soulignant la signification de la campagne électorale pour le FSLN : une excellente occasion pour développer la conscience politique et l'auto-organisation des masses populaires.

1. Pour être sûr que les masses connaissent et assimilent le Plan de lutte du FSLN, le moyen le plus important et efficace est le travail de propagande directe de chaque militant révolutionnaire. Le Plan de lutte en vingt-trois points du FSLN ne peut en aucun cas être simplement donné dans une maison ou sur un lieu de travail. Ce document stratégique est l'explication de « pourquoi le FSLN lutte avec le peuple ». Le devoir de chaque militant est d'expliquer sous une forme simple, en motivant celui auquel on donne le Plan de lutte afin qu'il le lise et l'assimile, qu'il comprenne sa signification et le soutienne consciemment.

2. Le Plan de lutte du FSLN possède l'énorme force de la réalité. Très différent des partis électoraux traditionnels, le FSLN ne fait pas de promesses démagogiques. Il explique au peuple les conquêtes réalisées, les difficultés que nous affrontons et le

chemin de lutte que nous devons suivre pour la construction du nouveau Nicaragua. Notre Plan n'est pas un plan de lutte électorale, c'est un plan de lutte révolutionnaire, un plan de lutte permanente.

Le contenu du Plan n'est donc pas étranger au peuple, qui connaît ce dont il jouit, la liberté et la sécurité conquises, les progrès dans la santé, l'éducation, les améliorations concrètes dans son quartier ou sa communauté, etc. Ce plan lui permet aussi de s'informer des problèmes non encore résolus.

Ce que nous voulons, c'est développer à partir des acquis concrets et particuliers, valorisés par notre interlocuteur, une compréhension plus profonde et intégrale de ce que la révolution a fait jusqu'à maintenant et de ce que nous devons continuer à faire pour la défendre et avancer. Il s'agit d'approfondir la conscience du peuple qui est majoritairement aux côtés de la révolution, et surtout d'éclairer et persuader de la justesse de notre cause les secteurs non convaincus, trompés ou manipulés.

3. Il est très important d'être réceptifs à l'opinion de ceux que nous visitons. Le militant doit avoir une attitude autocritique et critique face aux erreurs et fautes que nous avons commises pendant ces cinq années, et devant nos limites. Il s'agit d'assumer les erreurs et de montrer que le Plan de lutte est un plan du FSLN *avec le peuple*, c'est-à-dire une proposition de ce que le peuple lui-même doit faire, mobilisé par le FSLN, pour dépasser ces erreurs et continuer à avancer.

Les axes de la lutte idéologique

Introduction.

L'affrontement de fond : l'impérialisme contre la révolution nicaraguayenne

1. Dans la propagande révolutionnaire destinée à éclairer et convaincre les secteurs trompés par le travail politique réactionnaire, il faut toujours avoir à l'esprit l'affrontement de fond entre la nation nicaraguayenne et l'impérialisme. Derrière la propagande réactionnaire et les arguments contre la révolution, que beaucoup de secteurs répètent sans être proprement contre-révolutionnaires, il y a une base, une racine que la majorité de ceux qui « répètent » ces arguments ne comprennent même pas. Il s'agit de la *volonté impérialiste de détruire le pouvoir du peuple*, de s'emparer de nouveau du Nicaragua, de supprimer l'indépendance et la liberté conquises il y a cinq ans.

2. Comme il ne peut avouer cette intention, il invente des prétextes pour la dissimuler. Les Yankees ne peuvent pas dire qu'ils veulent nous détruire, puisque nous alphabétisons, faisons la réforme agraire, extirpons la poliomyélite. Pour faire tout ce que la révolution a fait, il a été nécessaire de lutter contre la domination yankee (qui nous opprimait à travers la dictature) ; il a été nécessaire de conquérir l'indépendance nationale le 19 juillet 1979. Notre triomphe et les réalisations de ces cinq années représentent une alternative, un exemple pour les autres peuples d'Amérique centrale et d'Amérique latine dans son ensemble, et cela est intolérable pour l'impérialisme. Et surtout parce que notre révolution a un contenu national populaire et anti-impérialiste

qui associe différentes formes de production, différents secteurs et classes sociales, en accord avec la réalité historique de notre pays et de notre peuple. L'administration nord-américaine ne tolère pas notre existence, et se propose de détruire le pouvoir populaire pour dominer de nouveau le Nicaragua. C'est pourquoi elle ne peut le dire ouvertement sans être désavouée par le monde entier. C'est pourquoi les dirigeants impérialistes cherchent des prétextes, des axes d'attaque politique et idéologique pour camoufler leurs propres intentions. Ces prétextes sont repris par ceux qui représentent leurs intérêts à l'intérieur du pays : le COSEP, les partis de droite, la haute hiérarchie de l'Eglise qui s'expriment à travers *la Prensa*, principal journal pro-américain au Nicaragua.

3. L'objectif de la propagande contre-révolutionnaire : démobiliser le peuple.

(...) Les objectifs de l'attaque impérialiste à travers les arguments de ses porte-parole au Nicaragua sont *de nous démobiliser*, de nous faire baisser les armes, de nous diviser. En somme, nous affaiblir pour ensuite nous renverser par une intervention militaire directe. Voilà l'intention de ceux qui dirigent le travail politico-idéologique de la contre-révolution. Pour étendre leur influence populaire, ils comptent sur : 1) Le retard qu'ils ont eux-mêmes imposé à notre peuple en lui refusant l'éducation. 2) Les souffrances provoquées par leur armée de mercenaires et les sacrifices que doit consentir notre peuple pour défendre la patrie. 3) Les problèmes économiques engendrés par l'agression et ses effets sur le peuple, principalement pour l'approvisionnement en produits de base ; les erreurs que nous avons commises qu'ils cherchent à utiliser en généralisant des déficiences individuelles en déficiences politiques de la révolution. Nous devons éclairer et sauver de la confusion les secteurs où pénètre cette influence en reconnaissant l'existence des problèmes, en présentant le Plan de lutte comme la voie pour les résoudre avec la participation de tous et en dévoilant les véritables objectifs de la droite, porte-parole des intérêts impérialistes.

4. Nos arguments les plus puissants : les acquis de la révolution.

Notre but n'est pas seulement d'éclairer et de faire prendre conscience de la réalité que vit notre patrie, mais aussi de faire naître dans le peuple un état d'esprit qui le prédispose à participer avec passion aux tâches de la révolution et surtout à sa défense. Nos arguments les plus forts sont les acquis de la révolution et notre profonde conviction de la justesse de nos positions, que nous devons transmettre à tous moments dans le dialogue avec le peuple, chaque jour, dans toutes nos conversations.

Voici quelques illustrations des messages diffusés par l'adversaire et les éléments de base pour la contre-argumentation. Il faut à ce propos observer trois recommandations générales : 1) Connaissance préalable de la problématique concrète du lieu de la visite (surtout pour les problèmes d'approvisionnement ou de SMP). 2) Démonter l'argumentation ennemie en faisant appel au sens commun de notre interlocuteur. 3) Nous voulons le tourner vers la révolution, contre ses ennemis. Notre attitude ne doit pas être défensive.

La guerre

Argument impérialiste : « Les sandinistes sont responsables de la guerre dont souffre le Nicaragua. » Intention du message : détourner le peuple de la défense militaire, justifier l'agression impérialiste.

Autres formes sous lesquelles ce message est exprimé :

a. La paix n'est possible qu'en s'arrangeant avec les Yankees. Il faut chercher la réconciliation, un dialogue national incluant la contra.

b. Si le FSLN n'avait pas abandonné le projet initial et s'il ne s'était pas allié avec les Russes et les Cubains, il n'y aurait pas la guerre ici.

c. Au Nicaragua, il y a une guerre civile entre Nicaraguayens, entre ceux qui luttent pour la liberté et ceux qui veulent nous imposer le communisme.

d. Le FSLN dit qu'il veut la paix mais il ne fait que s'armer chaque jour de plus en plus.

La réalité

a. C'est l'impérialisme qui nous empêche de nous développer en paix. La plate-forme de gouvernement de Reagan contenait déjà le projet de nous détruire. Le gouvernement nord-américain a réarmé les gardes somozistes pour nous agresser et préparer une intervention directe afin de recouvrer son contrôle sur notre pays. Reagan nous a déclaré la guerre. Reagan nous fait la guerre en défiant publiquement les lois internationales. L'impérialisme a été condamné internationalement à cause de cela.

Pour conquérir la paix, nous avons dû lutter contre la guerre que la dictature impérialiste faisait au peuple chaque jour, chaque fois que celui-ci essayait de défendre ses intérêts, de s'organiser ou simplement de dénoncer l'exploitation, les abus, les humiliations dont nous souffrions.

Nous avons conquis la paix quand nous avons renversé la dictature criminelle et corrompue, quand nous avons conquis *la souveraineté nationale*, afin de commencer la construction du nouveau Nicaragua au profit de la grande majorité.

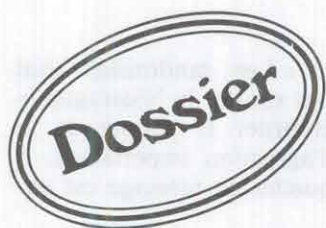
Conclusion : c'est seulement en *chassant* de notre terre l'envahisseur impérialiste que nous pourrions conserver la souveraineté conquise et assurer la paix.

b. Le Nicaragua vit une guerre d'agression impérialiste.

Les Yankees eux-mêmes le reconnaissent quand ils discutent publiquement, à leur Congrès, de la quantité d'argent qu'ils donneront à leurs mercenaires pour attaquer le Nicaragua. Cela est connu du monde entier. L'agression est dirigée contre le peuple nicaraguayen tout entier. Des sandinistes ne sont pas les seuls à mourir. Des producteurs, techniciens, paysans, femmes et enfants ont été assassinés : des Nicaraguayens de tous les secteurs et de tous les âges.

Si au Nicaragua se livrait une guerre civile, le peuple qui a les armes aurait déjà pu les utiliser contre les autorités révolutionnaires.

Pour armer le peuple, on ne lui demande pas quelle est son idéologie ou son appartenance politique. N'importe qui peut être milicien. Tous les Nicaraguayens en âge de le faire sont appelés au service militaire, sans qu'intervienne leur appartenance



politique ou l'idéologie qu'ils professent. C'est parce qu'elle ne craint pas le peuple que la révolution forme sans distinction à la défense, pour préserver la souveraineté menacée par l'agression.

Les impérialistes disent qu'ils nous envahissent parce que « nous nous alignons sur l'URSS et Cuba ». Mais les Yankees nous ont déjà attaqués et envahis au milieu du siècle passé, avec William Walker. Ils nous ont envahis en 1912. A cette époque, l'Union soviétique n'existait pas et Cuba était encore très loin du triomphe révolutionnaire de 1959.

Conclusion : en cas d'invasion directe, de bombardements, d'attaques de villes, il n'y aura pas de différence entre celui qui est membre du FSLN et celui qui ne l'est pas. Personne ne doit se soustraire au devoir patriotique de défense de la nation : la paix sera seulement possible avec le retrait de l'agresseur.

c. Le FSLN est l'unique alternative pour obtenir une paix digne au Nicaragua.

Nous avons présenté des initiatives de paix dans tous les forums internationaux pour éviter au peuple la douleur et les pertes de la guerre.

Seul le FSLN peut dialoguer avec les Yankees pour exiger l'arrêt de l'agression *sans négocier la patrie souveraine*.

Les partis de droite sont les héritiers de Moncouda, Díaz et Emiliano Chamorro. Quand ils parlent de paix, ils visent à désarmer la révolution pour que les Yankees nous détruisent.

C'est bien beau d'offrir la paix, mais c'est de la démagogie de la faire quand cela ne s'accompagne pas de la décision de défendre la souveraineté. Cela aussi c'est livrer la révolution aux Yankees.

Conclusion : la paix ne s'obtiendra pas avec un arrangement *vende patria* mais en luttant pour vaincre l'agression en exigeant le respect de notre souveraineté.

d. La réconciliation avec les assassins du peuple est impossible.

La réconciliation est impossible avec ceux qui nous assassinent et nous détruisent pour un salaire yankee. Le FSLN a toujours été pour l'unité de tous ceux qui sont pour la patrie, mais les mercenaires de l'impérialisme n'ont pas leur place dans l'unité nationale.

Aucun Nicaraguayen ne peut l'oublier : les chefs de la contra sont ces mêmes gardes nationaux qui semaient la terreur et la mort.

Le FSLN a donné la possibilité de réintégrer la

révolution à ceux qui ont été trompés par la contre-révolution. Ceux qui ont bénéficié de cette amnistie ont même pu s'inscrire sur les listes pour voter.

Conclusion : la « réconciliation » que certains demandent n'est qu'un prétexte pour justifier le retour de la garde impérialiste.

e. Le peuple nicaraguayen a le droit de s'armer face à l'agresseur le plus puissant de la terre.

Nous devons affronter l'agresseur le plus puissant et belliciste de la terre.

Sous le somozisme, l'armée était l'instrument pour faire la guerre au peuple désarmé. Aujourd'hui, le peuple entier doit s'armer pour défendre la souveraineté et le pouvoir des travailleurs devant l'attaque de la plus grande puissance mondiale.

Nous nous armons pour nous défendre contre l'agression étrangère, pas pour agresser d'autres pays.

Afin qu'aucun doute ne subsiste, nous mettons les Yankees en demeure d'arrêter l'installation de bases militaires en Amérique centrale, nous proposons un retrait simultané de tous les conseillers militaires dans la région. Mais les Yankees refusent car ils ont la volonté de nous détruire.

Conclusion : l'impérialisme craint notre peuple en armes, car il sait que sur lui repose la garantie de notre victoire. Les autres peuples centro-américains ne craignent pas le Nicaragua, au contraire de leurs gouvernements qui, comme l'était Somoza, sont des marionnettes au service de l'impérialisme.

Les peuples frères savent que le Nicaragua s'arme pour se défendre contre l'impérialisme et non pour les attaquer.

Comment faire la propagande maison par maison.

Quelques conseils

La campagne électorale nous donne la possibilité d'élever le niveau de conscience de notre peuple ; de transformer la sympathie qu'il porte au sandinisme en de solides convictions et principes autour de la révolution ; d'amener sur nos positions les secteurs indifférents ou trompés.

Nous devons nous efforcer de neutraliser les réactionnaires en opposant la justesse de nos principes et de nos actions à leurs propositions erronées. Nous présenterons le Plan de lutte, continuité du programme historique du FSLN, avec ses acquis, ses problèmes et ses perspectives d'approfondissement.

La forme principale que nous emploierons pour réaliser cette explication du Plan de lutte est la propagande directe, la visite maison par maison, en utilisant toute notre conviction pour convaincre par notre argumentation.

De l'explication correcte que nous donnons de ce Plan de lutte doit résulter un vote pour le FSLN et, résultat du plus haut niveau de conscience obtenu à ce jour, l'engagement de participer activement à toutes les tâches de la révolution. A partir de là, nous cherchons à entraîner le peuple vers des formes supérieures de mobilisation et d'organisation. Obtenir cela, c'est le défi que nous lançons dans les mois de campagne électorale.

Le porte-à-porte

Les visites seront réalisées à peu près tous les quinze jours à partir de la première semaine de septembre. Pour remplir notre objectif, nous devons réaliser au minimum trois visites correspondant à trois phases.

Présentation : dans la première phase, rompre la glace entre le militant du FSLN et les habitants de la maison ; mettre l'accent sur l'étude du Plan de lutte à partir de sa présentation.

La première visite est très importante car c'est grâce à elle que s'établira la communication entre le militant et les personnes visitées. Dès le premier instant nous devons faire bonne impression, en saluant aimablement et avec respect ; en nous présentant et en donnant notre nom et notre prénom ; en disant que nous venons représenter le FSLN et discuter avec eux pour présenter le Plan de lutte. Il est important de consacrer quelques instants à établir une première communication avec la famille.

A notre arrivée, nous devons identifier rapidement le chef de famille, et c'est lui qui sera notre interlocuteur privilégié car il exerce la plus grande influence. A aucun moment bien sûr nous ne négligerons les autres adultes présents.

Il faut montrer que notre visite prolonge le contact que le FSLN a toujours maintenu avec le peuple, car la décision de nos chefs d'être avec le peuple dans les moments difficiles pour l'éclairer, l'orienter, le convaincre est ce qui a permis à un petit groupe d'hommes de devenir une force populaire qui ren-

versa la dictature et construit aujourd'hui le nouveau Nicaragua.

Nous devons développer toute notre capacité à écouter les gens avec attention. Nous devons les laisser nous parler en toute confiance et exprimer leurs problèmes afin de connaître leurs préoccupations. Nous ne devons pas imposer un sujet de conversation. Nous devons être conscients qu'il ne nous est pas possible de donner des réponses immédiates et à court terme aux inquiétudes personnelles émises par chacun.

En donnant le Plan de lutte, nous devons inviter à bien l'étudier en prévenant que nous reviendrons pour en discuter. C'est de notre attitude lors de cette visite que dépendront les suivantes. Soyons attentionnés et attentifs. Notre capacité à écouter, le respect et la simplicité sont essentiels. Il ne s'agit pas de se mettre en position de force face aux gens.

Nous devons chercher par cette première visite à éveiller l'intérêt pour le Plan de lutte, pour sa connaissance approfondie. Il faut faire très attention à ne pas ennuyer les gens avec des exposés trop longs, qui seraient déplacés.

Après la visite, nous devons noter les principaux problèmes et inquiétudes des gens de la maison pour rechercher des réponses et les apporter la prochaine fois. Comme on suppose que dans la plupart des cas les militants habitent dans le secteur, il faut profiter de l'opportunité pour établir les liens que nous, les sandinistes, devons avoir avec les habitants du quartier où nous vivons.

Le FSLN s'adresse aux femmes

Avec un dépliant — intitulé « Les femmes soutiennent le FSLN » — distribué par les militants dans toutes les maisons qu'ils visitent, le Front s'adresse pour la première fois spécifiquement aux femmes (en particulier aux femmes travailleuses). Le document est composé de deux parties : la plus traditionnelle, « Nos enfants », détaille les conquêtes de la révolution pour la santé et l'éducation des enfants ; la deuxième, « Notre dignité », est plus novatrice : il s'agit des *revendications propres aux femmes dans leur lutte pour l'égalité*. Outre les deux extraits traduits ici, cette partie contient des passages se référant à l'éducation, à l'emploi et aux conditions de travail des femmes dans les villes et les campagnes.

Les nouvelles lois révolutionnaires décrétées par la révolution ont rendu à nos enfants le droit d'être considérés comme égaux, qu'ils soient nés à l'intérieur du mariage ou en dehors. Il n'y a plus de « bâtards » ou d'enfants « illégitimes ». Tous sont reconnus comme enfants qui doivent recevoir de

leurs parents ce dont ils ont besoin pour vivre, croître et s'éduquer.

Cependant, quand nous ne parvenons pas à obtenir des pères qu'ils s'acquittent correctement des pensions alimentaires pour nos enfants, nous pourrions faire appel à l'Office d'orientation et de protection familiale pour qu'il l'exige du père ou de la mère, selon le cas.

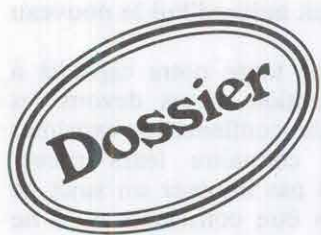
On ne qualifie plus d'« indigne » la femme qui a recours à des institutions légales pour défendre les droits de ses enfants.

Aujourd'hui, la mère et le père décident de l'éducation et du développement de leurs enfants.

Les nouvelles lois encouragent la solidarité entre les membres de la famille, le respect des enfants envers leurs parents et des parents envers leurs enfants. Nos enfants se forment aujourd'hui dans l'amour du travail et non dans la paresse ; dans le respect et l'amour de leurs parents et de la patrie.

Grâce aux nouvelles lois révolutionnaires, nous gagnons le même salaire que les hommes quand nous faisons le même travail.

Le FSLN continue à assumer l'engagement d'éliminer les lois qui portent préjudice à la dignité de



la femme et aux intérêts de sa famille, en assurant l'application des lois révolutionnaires déjà conquises par la femme.

Pour cela les femmes soutiennent le FSLN.

Notre participation

Sous Somoza, ceux qui commandaient pensaient que, parce que nous sommes des femmes, nous ne servions à rien. Nous n'avions ni le droit à la parole ni le droit de vote ; il ne nous restait qu'à nous taire et à souffrir. Mais nous ne pouvions pas supporter cela éternellement. Nous nous sommes dressées massivement, dans l'insurrection, contre le joug oppresseur. Nous les femmes, nous nous sommes distinguées dans les rangs du FSLN par notre courage et notre hardiesse.

Aujourd'hui, pour défendre nos conquêtes, nous n'hésitons pas à prendre le fusil si nécessaire, à arrêter

les criminels qui veulent nous renvoyer au passé sanglant. C'est pourquoi nous participons aux milices territoriales et aux bataillons de réserve ; c'est pourquoi huit gardes révolutionnaires sur dix sont des femmes. Sur dix membres des brigades de défense civile, sept sont des femmes. Sur dix membres des Comités de défense sandiniste, huit sont des femmes. Sept brigadistes de la santé sur dix sont des femmes. Sur dix brigadistes d'alphabétisation, six étaient des femmes et aujourd'hui nous représentons pratiquement la moitié des promoteurs des Comités d'éducation populaire. Sans arrière-garde, il n'y a pas de victoire. Sans nous, les femmes, il n'y a pas d'arrière-garde.

Notre voix est présente partout : au foyer et dans la rue, dans les syndicats et au Conseil d'Etat, dans les médias, dans les « Face au peuple », dans les bureaux du gouvernement.

Pour ces raisons et parce que c'est la volonté du FSLN de nous donner la place que nous méritons, personne aujourd'hui ne peut nous réduire à être des ornements publicitaires.

Au contraire, le FSLN s'engage à nous faciliter l'accès aux journaux, à la radio et à la télévision, pour en faire des canaux de communication à notre usage et divulguer nos acquis, les apports de la révolution.

L'isolement dans nos foyers nous marginalisait. Aujourd'hui la participation nous rend égales. Maintenant, nous comptons dans la direction de l'Etat, nous donnons notre avis sur les principaux problèmes du pays, nous nous organisons pour proposer nos revendications.

Le FSLN maintient son engagement de continuer à appuyer et stimuler notre organisation féminine afin que nous ayons notre place et que nous veillions à nos intérêts de femmes.

Pour cela les femmes soutiennent le FSLN.

La pensée vivante de sandino

Lettres, textes et correspondances



Présentation de Jean ZIEGLER
Introduction de Sergio RAMIREZ

B
LA BRÈCHE

**En vente
à la librairie
La Brèche**

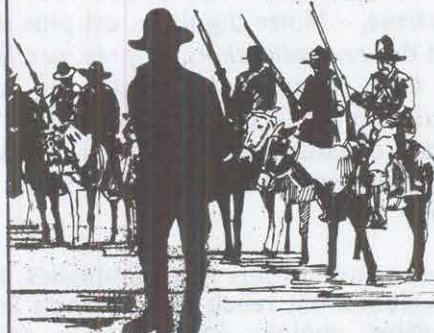
**9, rue de Tunis
75011 Paris**

Le lecteur européen n'imagine que difficilement l'importance historique et l'influence que revêtait en cette sombre année 1974 la parution du livre de Sergio Ramirez pour l'ensemble des hommes et des femmes engagés dans les luttes de libération du Nicaragua, du Guatemala, du Salvador. Pour les nationalistes révolutionnaires d'Amérique centrale ce livre était une révélation.

Jean Ziegler

Dix ans après, et pour le cinquantenaire de son assassinat, nous présentons pour la première fois en français, partie des textes, écrits et correspondances de Sandino, à partir de la première édition faite au Nicaragua en 1981. Cette traduction comprend également une introduction de Sergio Ramirez M. résumant la vie et les circonstances de la guerre de libération nationale.

Les Editions La Brèche



FEC
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
ISBN 2-902534-32-3
95 FF TTC

Algérie: la révolution bloquée

Une interview de Sami Naïr

QUEL regard porter, trente ans après l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, sur la révolution algérienne ? Samir Naïr, éditeur avec Mohammed Harbi de la revue *Sou'al* et responsable d'un numéro spécial des *Temps modernes* consacré à l'Algérie, répond aux questions de *Critique communiste*.

Engagée dans le soutien à la révolution algérienne pendant la guerre de libération et après, la IV^e Internationale a publié de nombreuses analyses et prises de position. Nous renvoyons nos lecteurs aux do-

cuments suivants adoptés par notre mouvement : déclaration du secrétariat unifié, en février 1964, sur la nature du gouvernement algérien (*Quatrième Internationale* n° 21, février 1964). « Progrès et problèmes de la révolution africaine », résolution adoptée par le 8^e Congrès mondial (*Quatrième Internationale* n° 27, février 1966 ; « La révolution algérienne de 1962 à 1969 », résolution du comité exécutif international adoptée en décembre 1969 (*Quatrième Internationale* n° 42, mars 1970).

— Trente ans exactement après l'insurrection de la Toussaint 1954, peux-tu dire quel est à tes yeux la portée historique de cet événement ?

● Pour les Algériens, de même que pour le monde arabe et le tiers-monde, l'insurrection populaire a sanctionné à la fois les impasses du réformisme et l'intransigence des colonisateurs. Aujourd'hui encore, 1954 est vécu comme l'an 1 du retour du peuple algérien sur la scène de l'histoire.

Sur le plan symbolique, le 1^{er} novembre a en outre une vertu d'exemplarité. L'Algérie est le seul pays du monde arabe à avoir triomphé dans une lutte aussi inégale et difficile. Les Algériens en sont tellement fiers que cette référence à la guerre de libération permet aujourd'hui encore au régime de reproduire sa légitimité, malgré l'aiguïsement des conflits sociaux internes.

— Plusieurs recherches récentes sur l'histoire de la révolution algérienne tendent à une réévaluation du rôle respectif du Front de libération nationale (FLN) et du Mouvement national algérien (MNA), ainsi que des rapports entre les deux organisations (1). Quel est ton point de vue sur la question ?

● Cette question soulève d'abord le problème d'une réappréciation objective du processus historique en Algérie. Depuis 1954, et surtout depuis 1956 et 1962, le

MNA est entré dans l'histoire comme un parti traître et collaborateur. A présent, historiens et politiques commencent à réévaluer la question.

En fait, les rapports entre le MNA (ancien MTL) et le FLN permettent d'interroger la révolution algérienne dans sa substance. Le MNA était un parti au sens relativement classique du terme, avec à sa tête la figure messianique de Messali Hadj, mais un parti connaissant un débat interne et une stratégie qui devait déboucher sur la lutte militaire. C'est, il ne faut pas l'oublier, à l'intérieur du MTL que l'Organisation spéciale (OS) s'est développée. En 1954, ce parti est dépassé par les événements ; le groupe des neuf déclenche l'insurrection contre la volonté de Messali. Mais, en 1954, le FLN est surgi des flancs du MTL.

Il y a eu, là, une rupture sur laquelle il faut s'interroger. Ceux qui ont préparé la lutte armée, Aït Ahmed, Boudiaf, Ben Bella, Bitat, Didouche, Ben Boulaïd, Krim, Ben Mhidi, Khider, étaient en conflit avec la direction centraliste du MTL. Cette opposition va décider du caractère de la lutte.

Ce groupe, enraciné dans les milieux populaires, certaines couches marginales, ne posait pas la question du caractère politique de la révolution. Il lui suffisait que les conditions soient mûres pour l'explosion. Dans une certaine mesure, les faits allaient prouver qu'il avait raison.

1. FLN : Front de libération nationale. MNA : Mouvement national algérien.

Ces organisations, et d'autres mentionnées plus loin, doivent être brièvement restituées dans leurs relations historiques.

Dans les années qui suivirent la Première Guerre mondiale fut créée l'Etoile nord-africaine (ENA) dont Messali Hadj devint le principal dirigeant. L'Etoile fut dissoute en 1937, sous le Front populaire, par le gouvernement Blum. Messali Hadj crée alors le Parti du peuple algérien (PPA), en mars 1937.

Le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) est créé en 1946, comme façade légale du PPA interdit depuis 1939. Le MTLD éclate courant 1954 : les messalistes créent le MNA. Leurs adversaires de tendance sont les « centralistes » (partisans du comité central).

L'Organisation spéciale (l'OS) était chargée, au sein du MTL, de préparer l'insurrection. Ses dirigeants furent Aït Ahmed puis Ben Bella. Les anciens de l'OS lancèrent l'insurrection du 1^{er} novembre 1954 et créèrent le FLN.

Messali était pour le déclenchement de la lutte armée, mais politiquement contrôlée. On sait ce qui s'est passé. En 1954, l'étincelle a effectivement mis le feu à la plaine. Ce point de départ décide dans une large mesure du caractère à venir de la révolution : le passage à l'acte militaire est à la fois un élément qui va précipiter la chute du colonialisme et déterminer le caractère et les formes d'organisation de cette révolution. Malgré le congrès de la vallée de la Soummam en 1956 et le combat d'Abbane Ramdane contre le processus d'une militarisation de lutte sans fondements politiques, la physionomie du nouveau mouvement national va être déterminée par les forces militaires, très confuses sur le plan politique et refusant de définir le contenu social de leur projet anticolonial.

Le problème d'Abbane Ramdane était simple. Prisonnier au moment de l'insurrection et libéré en 1955, il a saisi le sens autoritaire que prenait la révolution, et il n'en voulait pas... Pour redéployer l'événement de 1954, il a alors essayé de rallier les couches moyennes, à travers Ferhat Abbas et les anciens de l'UDMA (2). Il les accueille dans le Front pour créer un contrepoids aux plébiens. Il fait adopter un programme qui subordonne la diplomatie extérieure à la direction intérieure de la lutte, mais aussi (deuxième thèse du congrès de la Soummam), le militaire au politique. C'est donc grâce à lui que les couches moyennes se sont trouvées catapultées à la direction du FLN dans un cadre précis : indépendance sur tout le territoire (c'est-à-dire sans concessions à l'occupant, qui envisageait plus tard un partage du pays) et unité du peuple algérien autour du FLN, lequel était bien, dans la conception de Abbane, un front ouvert à diverses composantes (y compris les communistes) et non un parti au sens classique.

Abbane a été marginalisé, puis assassiné, parce que, dans la réalité, il ne disposait pas de la direction effective du FLN. Et il ne partageait pas non plus les convictions politiques de la plupart des chefs militaires de la rébellion. Au congrès de la vallée de la Soummam, il ne restait pratiquement plus de chefs « historiques » : Didouche et Ben Boulaid, qui auraient pu peser, étaient tombés au champ d'honneur ; Krim se méfiait de Abbane en qui il voyait un dangereux concurrent ; Ait Ahmed, Ben Bella, Khider, Boudiaf sont en prison ; en fait seul Larbi Ben M'Hidi soutient les positions de Abbane.

En outre, dans les *Archives du FLN* publiées par Mohamed Harbi, on trouve une lettre de Ben Bella, envoyée à la direction exécutive du FLN, dans laquelle Abbane Ramdane est personnellement pris à partie (sous le pseudonyme de Hansen). Ben Bella demande aux dirigeants de « surseoir » à la publication des décisions prises à la Soummam car elles « remettent en cause, dit-il, des points doctrinaux aussi fondamentaux que celui du caractère islamique de nos futures institutions politiques » (cf. *Archives*, p. 168).

En fait, ce qui se cache derrière cette formule, c'est le rejet, de la part de Ben Bella, de l'alliance envisagée par Abbane avec les forces réformistes traditionnelles, démocrates et laïques. Mais Ben Bella s'inquiétait pour peu : les décisions de la Soummam resteront lettre morte, les chefs militaires disposaient déjà du pouvoir réel. Le programme de ceux-ci se résumait en une phrase : « L'indépendance d'abord, et on verra après. » Abbane avait la fâcheuse tendance de vouloir « voir » avant !

A partir de 1957-1958, ce ne sont même plus les militaires de l'intérieur (ceux qui se battaient dans les montagnes) qui dirigent le FLN. Ce sont, maintenant, les militaires de l'extérieur, ceux qui commandent l'armée des frontières (Maroc et Tunisie) qui dictent leur volonté...

— *Il est donc difficile de prétendre qu'il existait dès 1954 une divergence stratégique, qui se serait exprimée sur le recours ou non à la lutte armée...*

● En effet, la lutte armée n'a pas été le principal clivage. Messali n'a jamais exclu cette possibilité. Plus, n'a-t-il pas demandé dès le début des années cinquante à Ait Ahmed de reconstituer l'OS, et de se préparer à l'action militaire ? J'ajoute que beaucoup de militants MTL-D-MNA se sont jetés dans la lutte armée, dès 1954. Mohamed Harbi rapporte, dans son livre *La Guerre commence en Algérie*, que Abbane Ramdane aurait dit au Cheikh El Mili qu'il allait attribuer au FLN des actions armées conduites par le MNA. En réalité, Messali a toujours été demandeur vis-à-vis du FLN, surtout à partir de 1956, pour mener la bataille commune. Mais il faut également distinguer entre Messali et ce que son parti va devenir, à la fois sous la pression des autorités coloniales et de l'intransigeance du FLN. Ce qui est certain, c'est que du côté du FLN, on redoutait la personnalité de Messali. Tandis que du côté de Messali, on prenait petit à petit l'habitude de jouer avec le feu, c'est-à-dire de faire des clins d'œil aux autorités coloniales, le cas échéant. Cette situation, tragique et irréductible, va s'achever dans la véritable guerre ouverte entre ces deux organisations, et la défaite finale du MNA.

Le mouvement des masses a décidé de la victoire

— *Si la lutte armée n'était pas une ligne de partage, le FLN n'exprimait pas une plus grande clarté ou un plus grand radicalisme du point de vue du programme. On peut même dire que pour une lutte de libération nationale dans un pays où la question agraire et le poids de la paysannerie étaient déterminants, il est resté très discret ou modéré en matière de propositions de réforme agraire. Enfin, en ce qui concerne la base sociale, le MNA semble avoir bénéficié d'une implantation*

peut-être plus solide dans le prolétariat émigré en France. Mais ne serait-ce pas, paradoxalement, ce qui a fait la différence : une prise en charge plus effective et plus radicale de la question nationale de la part du FLN ?

● C'est là encore un mythe à déconstruire. Le problème n'est pas de défendre le MNA. Mais, historiquement, Messali est porteur d'un projet révolutionnaire nationaliste. Il est le premier à avoir posé la question de l'indépendance nationale, en 1929, contre, entre autres, le Parti communiste français. Il s'est toujours maintenu sur cette ligne. On ne peut pas dire qu'il fait passer des considérations sociales avant la question nationale. Ce qui va faire la force du FLN, c'est plutôt la conjonction de deux éléments :

— D'une part, l'action armée fondée sur une énorme force de refus populaire.

— D'autre part, la possibilité de rallier par des méthodes très dures et autoritaires des forces sociales, y compris petites bourgeoises et bourgeoises, en leur donnant le gage de laisser dans l'ombre les contradictions sociales qui traversaient le peuple algérien. A partir du moment où il propose l'émancipation en arguant qu'il n'y a pas de différences sociales, ou qu'en tout cas, elles sont secondaires par rapport à l'unité du peuple, le FLN va s'implanter partout. Les milieux plus proprement prolétariens vont fournir de gros bataillons, et pas seulement dans l'émigration, mais sans jamais être représentés en tant que tels dans les organes dirigeants. Quand en 1956, le Parti communiste algérien entre en négociations avec le FLN, la condition posée par celui-ci, c'est l'intégration individuelle en tant que militants nationalistes : c'est encore un gage...

Je veux donc dire que l'appréciation du caractère social de cette révolution doit se faire en tenant compte du fait que le MNA était tout aussi nationaliste que le FLN. La différence, c'est qu'à partir de 1954, on se trouve avec une force armée organisée en wilayas, qui va conduire le jeu. Le MNA va être alors marginalisé par le FLN, puis satellisé par le colonialisme. Mais on ne peut pas dire que le FLN ait fait montre d'une compréhension supérieure de la question nationale.

— *On a souvent présenté la victoire de la révolution algérienne comme une victoire d'abord militaire, au point que l'expérience (réelle ou imaginaire) de la lutte de libération était devenue une source d'inspiration et un modèle pour certaines organisations guerilleras en Amérique latine dans les années soixante-dix. Qu'en est-il à ton avis ?*

● C'est un problème à la fois symbolique et historique. Pour les Algériens, ce fut une victoire militaire de l'ALN et du peuple en armes. Les militaires algériens au pouvoir ont de surcroît intérêt à ce que cette idée devienne une vérité historique. Boumedienne a fait, en 1975 je crois, un long discours polémique contre qui voudrait présenter l'indépendance comme octroyée et sans défaite militaire de l'im-

périalisme... Sur le plan du symbole, c'est bien une victoire militaire, parce qu'il existait une telle force de refus que le colonialisme ne pouvait pas vaincre sans génocide.

Pourtant, techniquement, l'armée française a remporté une victoire. Le plan Challe et l'électrification de la frontière tunisienne avaient créé une nasse dans laquelle les willayas étaient paralysées. L'armement n'arrivait plus. Des révolutionnaires algériens racontent aujourd'hui qu'à certains moments, à la fin des années cinquante, ils n'avaient même plus les fusils de 1954... Ils étaient pourchassés et ne pouvaient pas s'opposer à une armée de 500 000 et jusqu'à 700 000 soldats (il faut s'en souvenir !); une armée moderne, entraînée, qui avait tiré les leçons de sa défaite en Indochine. C'était un combat très inégal, mais qui ne pouvait se résoudre sur le plan strictement militaire.

Pourtant, les dirigeants de l'Algérie indépendante veulent, eux, que ce soit une victoire militaire. En réalité, cette assertion vise à renforcer leur propre légitimité. La vérité historique est cependant autre : ce sont les masses algériennes qui ont remporté la victoire. L'ALN n'était pas très opérationnelle à l'intérieur ; c'est la guérilla urbaine qui a pris la relève. Mais, plus fondamentalement encore, c'est le peuple qui descend dans la rue, spontanément, et se mobilise au-delà des mots d'ordre du FLN lui-même. En vérité, c'est la radicalisation sociale, révolutionnaire, de la lutte populaire, à partir de 1959, qui va prendre de cours et le FLN et les forces coloniales. Je crois que c'est cela qui va pousser la bourgeoisie française à accepter l'indépendance de l'Algérie. Et, s'il n'y avait pas eu les accords d'Evian, les choses auraient certainement pris un cours différent. De Gaulle, j'en suis convaincu, avait compris le danger. Le caractère social de la révolution se serait clarifié, ainsi que ses formes d'organisation politiques. De plus, l'ALN était dans l'impasse, bloquée aux frontières ; il y avait un risque réel de régionalisation du conflit militaire — régionalisation à l'échelle du Maghreb j'entends, qui était, pour des raisons tactiques, souhaitée par les dirigeants du FLN, mais redoutée par Bourguiba et la monarchie marocaine.

Ta question, toutefois, ne soulève pas seulement un problème d'histoire, elle met le doigt sur une caractéristique centrale, durant cette seconde moitié du XX^e siècle, de la lutte des peuples colonisés. Pour eux, le problème ne se pose pas, historiquement, sous sa forme militaire : la guerre engagée est toujours de caractère politique ; la dimension militaire est décisive, mais en dernier ressort secondaire par rapport à la radicalisation politique ; on peut vaincre une armée, on peut ruiner ses forteresses, on ne peut rien contre un peuple galvanisé et déterminé à parvenir au but. L'exemple algérien a montré à tous, y compris aux militaires algériens eux-mêmes, qu'une situation caractérisée par un reflux des possibilités

militaires, techniques, pouvait aussi se transformer en victoire politique dès lors que les masses sont convaincues et déterminées.

— Dès lors qu'une lutte de libération de l'ampleur de la révolution algérienne ne peut se résoudre sur le terrain strictement militaire, elle pose le problème des rapports entre le militaire et le politique (et le diplomatique), et, en dernière instance le problème des négociations et des compromis possibles. En la matière, aucun principe abstrait ne fait l'économie de l'analyse concrète de la situation concrète, autrement dit des rapports de forces réels. Certains ont hurlé à la trahison quand les Vietnamiens ont signé les accords de Paris ; or, quelques mois plus tard, ils entraient à Saïgon. Inversement, d'autres (ou parfois les mêmes) ont cru que les accords de Lancaster House libéreraient au Zimbabwe une dynamique révolutionnaire spontanée. Du point de vue de l'Etat français, les accords d'Evian tentaient de ménager la possibilité d'une issue néo-coloniale en Algérie. Pourtant, leurs termes ont été dépassés en quelques semaines par la radicalisation des masses. Quelle appréciation peut-on avoir aujourd'hui de ce compromis ?

● Avec les accords d'Evian, on se trouve confronté à un problème clef de la stratégie d'un mouvement révolutionnaire politico-militaire : le problème des rapports de forces et des diverses gammes ou des différents terrains de la lutte.

En 1962, ces accords ont fixé le cadre qui était sensé déterminer les rapports futurs entre la France et l'Algérie. Ils ont été signés par une direction du FLN qui n'avait guère plus de pouvoir sur le processus réel. Le pouvoir effectif était déjà entre les mains de l'état-major de l'ALN. Cet état-major ne s'est pas opposé au compromis à condition que les principes de base, indépendance et intégrité territoriale, soient respectés.

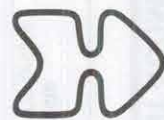
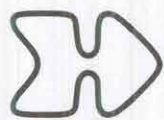
Restait le problème de la communauté de souche européenne. La direction du FLN et Ferhat Abbas souhaitaient le maximum de garanties pour cette communauté, parce qu'ils avaient leur idée sur le rôle social qu'elle pourrait jouer dans l'Algérie indépendante. Mais ce n'était pas l'avis de tout le monde...

En même temps, les accords étaient bien un compromis dans la mesure où le FLN ne pouvait continuer à se battre dans la perspective d'un succès rapide. C'était un compromis avantageux, dans le respect des deux principes de base, bien qu'avec des concessions sur les questions du pétrole et des bases militaires. Ce qui permet de porter un jugement sur un compromis de ce type, ce n'est pas le contrat, la parole donnée, mais le rapport de forces. Dès 1962, le compromis est en effet dénaturé par la radicalisation de la population et l'alliance de Ben Bella avec l'état-major contre la direction du FLN. Le fait que les masses deviennent sujet de leur histoire, notamment à travers l'autogestion, vide de leur contenu les clauses de l'accord d'Evian. Personne, il

2. L'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA) est fondée en avril 1946 par Ferhat Abbas. Formation bourgeoise modérée, l'UDMA se ralliera plus tard au FLN et Abbas deviendra le premier président du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA).

3. ALN : Armée de libération nationale.

ABONNEMENTS



ABONNEMENT A DOMICILE		Nom :
		Prénom :
		Adresse :
		Formule choisie :
		Réglement à l'ordre de PEC
		2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil
		Tél : 859 00 80
FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1-AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	500 F	
2-SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO « ROUGE » 6 mois = 24 numéros	160 F	
3- CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	

faut le souligner, et pas même Ferhat Abbas ne défend ces accords à partir du référendum sur l'indépendance de juillet 1962. Du point de vue des Algériens, ils permettent donc d'obtenir l'indépendance, rien de plus, mais rien de moins.

J'ajoute cependant ceci : en matière de compromis, il n'y a ni exemple à suivre ni code de vertu. Le compromis est précisément l'expression d'une situation où aucun des protagonistes n'est capable de faire la décision, mais où chacun a besoin de changer de position, de déplacer le problème. L'exemple vietnamien dont tu parles est excellent : voici des gens structurés, organisés, redoutables sur le plan militaire, mais qui ne peuvent pas opposer aux bombardements US des bombardements en représailles sur les cités américaines ; ils ne peuvent pas « techniquement » vaincre, mais ils peuvent politiquement gagner. Ils font des concessions dans les accords de Paris parce qu'ils savent pertinemment que les Américains boutés hors de Saïgon, le régime fantoche s'effondrera. Ils jouent donc sur tous les registres de la lutte (politique, militaire, idéologique) et ils parviennent à leur but. Les Algériens avaient fait de même, à Evian. Les clauses néo-coloniales étaient, dans ces accords, évidentes ; mais la réalité, sur le terrain, avait déjà évolué. Personne, en 1962, le FLN moins que tout autre, ne pouvait contrôler l'exceptionnelle énergie des masses en mouvement. La radicalisation était telle que le parti ou l'homme politique qui aurait dit aux masses : « Vous allez trop loin », aurait tout simplement choisi le suicide politique.

Je te réponds donc : c'était un compromis nécessaire, il était utile dans cette phase de la lutte. Le compromis, expression d'un rapport de forces, n'est en soi ni bon ni mauvais : tout dépend de ce que l'on est capable d'en faire par la suite.

Sous Ben Bella : une période ouverte

— D'après toi, il y aurait donc eu la volonté d'une part au moins de la direction du FLN d'aller au-delà de ces accords. Cette volonté aurait été nourrie d'autre part par la situation objective, l'exode massif de la population de souche européenne, qui, dans une colonie de peuplement comme l'était l'Algérie, avec une bourgeoisie algérienne beaucoup plus faible et rachitique encore que les bourgeoisies marocaine et tunisienne, laissaient un vide social béant. C'est dans ce vide qu'ont surgi et se sont radicalisées les masses urbaines et paysannes dès le lendemain de l'indépendance ?

● Cette radicalisation va en effet déterminer la signification du régime Ben Bella de 1962 à 1965.

La situation se trouve alors caractérisée par l'absence de médiation politique entre les masses et le pouvoir. Le FLN veut remplir ce rôle, mais il est

obligé de tenir compte de l'entrée en scène de couches sociales qui ne s'étaient jamais exprimées auparavant (la paysannerie notamment) et de la faiblesse des médiations idéologiques. Ce qui s'est passé entre 1954 et 1962 (l'utilisation élémentaire de la force de refus des masses et l'indéfinition du caractère social de la révolution) va désormais se payer. Quand en 1960 les willayas étaient battues, ce sont les masses urbaines qui sont sorties spontanément dans la rue et ont fixé le sort de la lutte. En 1962, le conflit entre l'état-major et la majorité des willayas d'un côté, la direction du FLN et quelques willayas de l'autre, éclate. C'est encore la descente des masses dans la rue à Alger, lorsque Ben Bella rentre dans la ville avec Boumediène, qui va trancher le conflit : elles apportent leur soutien à Ben Bella perçu comme plus radical. En effet, pour ces masses, la fin du colonialisme, c'est aussi la possibilité de l'émancipation sociale, même si elles n'ont pas les moyens de l'exprimer explicitement. La force de Ben Bella a été de reprendre ça à son compte, dans un contexte international particulier. Il ne faut pas oublier en effet que Ben Bella était l'homme de Nasser, alors porteur d'une conception progressiste et anti-impérialiste.

Il y a donc eu une radicalisation objective, et non pas programmatique du processus révolutionnaire. Le FLN va servir de fourre-tout : y cohabitent les positions les plus radicales comme les plus ouvertement conservatrices. La Charte d'Alger de 1963 va consacrer la victoire de la fraction la plus radicale appuyée sur le mouvement de masse. De 1962 à 1965, on va voir accéder à la vie politique des couches sociales jusque-là exclues. L'autogestion constitue d'abord une réponse à un problème matériel immédiat et réel qui est de faire fonctionner une économie désertée par les colons ; elle trouve dans une certaine lecture populaire de l'islam une justification idéologique. La bourgeoisie et la petite bourgeoisie n'étaient pas prêtes à assumer la gestion d'une société en ébullition. Les ouvriers et les paysans ont donc répondu : pourquoi pas nous ? C'est une réponse à une situation donnée, qui trouve un écho dans la gauche du FLN, laquelle va essayer de fournir une idéologie et une orientation et, en jouant sur cette dimension autogestionnaire, créer un rapport de forces favorable pour le socialisme au sein du FLN. Mohamed Harbi, Hocine Zahouane et leurs camarades de la gauche portent, à leur honneur, cette tentative.

Dès 1964 cependant, les choses étaient claires et la confrontation était devenue inévitable entre les forces qui soutenaient ce processus et celles qui s'y opposaient. Ben Bella lui-même n'était qu'une figure de compromis ; il répondait à une nécessité objective. Il était la voix du peuple dans le pouvoir et en même temps la voix du pouvoir dans le peuple. Toute une partie de l'appareil militaire s'opposait au « chaos », à « l'anarchie » de la rue, voulait construire un « Etat

moderne », une économie « solide ». La bataille entre les forces éternelles du statu quo et celles du progrès avec les masses était engagée. Ben Bella, pour sa part, donnait des gages incohérents à tout le monde.

Les masses étaient tenues à l'écart de ces batailles. Aucune force politique autonome n'avait pu se constituer. La démobilisation apparaissait un peu partout. Lorsque Boumedienne renverse Ben Bella en juin 1965, la réaction populaire est relativement faible. Non que les masses aient choisi entre le Président et le vice-président : mais ce conflit n'était pas visiblement le leur. L'Algérie était déjà devenue ce qu'elle est encore aujourd'hui : un pays où il y a d'un côté les affaires du pouvoir, et de l'autre les affres de la vie quotidienne.

— *Donc, le renversement de Ben Bella n'aurait pas la portée d'une contre-révolution : il sanctionnerait plutôt un déplacement des rapports de forces au sein de l'équipe au pouvoir et une modification de ses rapports avec les masses. L'élimination de Ben Bella masquerait en réalité d'importants éléments de continuité dans le caractère du régime avant et après juin 1965 ?* Ainsi, l'encadrement autoritaire des masses aurait commencé sous Ben Bella avec notamment la normalisation bureaucratique du congrès de l'UGTA (4) dès 1963, alors que les mesures anti-impérialistes auraient continué, voire se seraient approfondies sous Boumedienne avec les principales nationalisations, le monopole du commerce extérieur, etc.

● Jusqu'à la dernière minute, Ben Bella a cru possible de jouer le compromis et de trouver des points de jonction avec les forces armées. Mais ce qui a précipité sa chute, c'est l'illusion qu'il pouvait se permettre d'affaiblir le clan d'Oujda au sein de l'Etat : sa décision d'éliminer Bouteflika, qui était le commis de Boumedienne, va lui coûter cher. Le clan d'Oujda a dit non, en écartant purement et simplement Ben Bella du pouvoir.

Ben Bella est toujours resté dans l'ambiguïté. D'un côté, il appuyait en 1963 la normalisation bureaucratique du congrès de l'UGTA, mais quelques mois plus tard, au congrès du FLN, il parlait de créer des milices populaires armées, ce qui ne pouvait être perçu que comme une menace par les militaires : ces zigzags étaient suicidaires mais ils étaient la marque de son statut et de ses limites.

C'est pourquoi on peut dire que la figure de Ben Bella est une figure de compromis, qui a épuisé en trois ans la radicalisation du mouvement de masse. Et quand le clan a compris que le rôle de Ben Bella était fini, il s'est emparé directement du pouvoir. On ne peut même pas dire que Ben Bella était plus révolutionnaire que Boumedienne. Ils avaient en gros la même conception, mais Boumedienne disposait d'une force organisée, l'ALN.

Le coup d'Etat de Boumedienne ne peut donc pas être vu comme une contre-

révolution. Il modifiait sans doute le rapport de forces et sanctionnait la victoire des forces bureaucratiques sans remettre en cause les orientations fondamentales, sauf bien sûr en ce qui concerne la relative autonomie du mouvement de masse.

Pour nuancer, on pourrait dire que le coup d'Etat était contre-révolutionnaire du point de vue de l'activité du mouvement de masse et de la gauche du FLN, mais par rapport au régime, aux structures de l'Etat, à la politique économique, il s'inscrivait plutôt dans la continuité et la rationalisation. Ce n'est pas un hasard si c'est la seule gauche, très minoritaire, qui va payer la note du coup, alors que l'essentiel de l'appareil, le même personnel, se retrouve comme un seul homme derrière Boumedienne.

La période de Ben Bella peut donc se caractériser comme une période ouverte, où les masses pouvaient s'exprimer (même si elles le faisaient de moins en moins) ; elle était, pour reprendre l'expression de Mohammed Harbi, propice à la constitution « d'espaces de liberté et de la contestation révolutionnaire ». Avec le coup d'Etat, c'est la chape de plomb qui s'abat sur le mouvement de masse.

— *A trop souligner la différence qualitative entre le régime Ben Bella et le régime Boumedienne, n'y aurait-il pas, du point de vue des tâches pratiques, le danger d'une apologie acritique du premier, et d'un sectarisme face aux mesures anti-impérialistes prises sous le second ?*

● Je crois qu'il y a là en fait deux questions distinctes : l'appréciation du processus réel et le point de vue des révolutionnaires. J'essaie pour ma part de comprendre ce qui s'est passé. Dans cette situation, je pense que la gauche du FLN a fait une erreur en ne posant pas dès 1962 la question de la nécessité de l'organisation autonome du mouvement de masse, indépendamment du pouvoir d'Etat, quel qu'il soit.

Je ne tiens pas la Charte d'Alger pour un programme révolutionnaire. Il faut considérer la situation objective de ces trois années du régime Ben Bella : il n'y a pas de pouvoir révolutionnaire (un gouvernement ouvrier et paysan comme on disait à l'époque), mais une situation révolutionnaire en mouvement vers une confrontation. Il n'existe ni programme ni force organisée capable de fournir une orientation à ces forces sociales en mouvement. Il y a un pouvoir en haut qui essaie en revanche de contrôler ce mouvement et de régler les problèmes de rapports de forces dans son sésail. Ce que représentait le benbellisme, c'était le compromis entre ce mouvement qu'il fallait laisser agir en le canalisant, et les forces qui étaient déjà pour une stabilisation, une réorientation, une « étatisation » du processus révolutionnaire. Ces forces sociales-là ne voulaient pas qu'il y ait des groupes organisés en dehors de l'Etat et de l'armée. Du reste, elles témoignaient d'un mépris infini à l'égard des « politiques » ; Hocine Zahouane, alors mem-

4. UGTA : Union générale des travailleurs algériens.

5. Clan d'Oujda : désigne les officiers groupés autour de Boumedienne dès 1956 (Bouteflika, Bencherif, Medighri...).

bre du bureau politique du FLN, raconte avoir entendu Boumedienne dire, pour dévaloriser l'organisation politique de masse, qu'une « cellule du parti n'équivaldrait jamais, en efficacité, à une section de l'armée » (Sou'al, n° 1) !

Nation algérienne et nationalisme

— *Vu la faiblesse sociale structurelle de la bourgeoisie algérienne, quelles étaient les forces politiques et sociales capables d'imposer aux masses ce projet « d'étatisation », pour reprendre ton terme ?*

● Principalement l'ALN, mais aussi le FLN, vu sa structure, même si la bourgeoisie proprement dite est en effet rachitique. Le FLN n'est pas un parti socialiste mais un parti attrape-tout, qui a absorbé la petite bourgeoisie, les oulémas (6), etc. Cette petite bourgeoisie a poussé un véritable soupir de soulagement lorsque Boumedienne est arrivé au pouvoir. La base de Boumedienne, c'était aussi l'appareil de la Sécurité militaire, l'héritage de Boussouf, représenté par le colonel Merbah, qui reste son allié jusqu'à sa mort. Il s'agit donc d'un conglomérat de forces sociales et politiques toutes organisées à l'intérieur du parti et de l'armée.

En face, il y a l'UGTA, mais déjà bureaucratisée après le congrès de 1963, les mouvements autogérés, la conscience spontanée des gens... Ce n'est jamais suffisant face à un mouvement organisé. Trotsky disait déjà que l'héroïsme désarmé du peuple ne peut rien contre la bêtise armée des casernes...

Ce qui me semble donc décisif à constater, c'est l'existence d'une situation révolutionnaire du point de vue des masses en mouvement. C'est d'ailleurs cette situation qui fait dire à Zahouane que le coup d'Etat de juin 1965 était en réalité un coup d'Etat rampant : dès 1963, le clan d'Oujda tablait sur l'essoufflement du mouvement de masse et le pourrissement de la situation. Et si le clan n'a pas agi avant 1965, c'est parce qu'il redoutait la mobilisation populaire.

— *En procédant par analogies formelles, on est parfois tenté de rapprocher des mouvements tels que le FLN algérien, les mouvements de libération de l'Angola et du Mozambique, et des mouvements tels que le 26 juillet à Cuba ou le FSLN aujourd'hui au Nicaragua. Il serait plus fécond, pour l'analyse politique concrète d'insister sur les différences. Ainsi, le Front sandiniste, s'il se présente comme une organisation révolutionnaire qui prétend avant tout réaliser l'indépendance nationale effective d'un pays écrasé par l'impérialisme, est constitué dès l'origine par des cadres communistes sur la base d'un programme visant à l'édification du socialisme. Par sa référence et son rapport historique à la révolution cubaine et à sa direction, il est organiquement rat-*

taché au mouvement ouvrier international. Ce sont autant de différences de taille par rapport au FLN algérien. Elles se vérifient dans le comportement et le rapport à la mobilisation de masse, après la prise du pouvoir. On retrouverait les mêmes différences au niveau de l'histoire, de la structure, de la fonction des forces armées révolutionnaires. Dès 1962, l'armée de Boumedienne est fortement hiérarchisée, professionnalisée : elle compte plusieurs dizaines de milliers de soldats et un encadrement qui s'est formé principalement dans les campements de la frontière...

● Je ne connais pas assez le Nicaragua pour m'aventurer dans ces comparaisons, mais, en ce qui concerne Cuba, il y a une première différence radicale qui saute aux yeux, c'est que l'armée rebelle cubaine s'est battue, elle était à la tête du processus, elle est entrée à La Havane après avoir démantelé l'armée de Batista, elle a remporté une véritable victoire militaire. Dès 1958, au contraire, l'ALN s'est repliée sur les frontières. Elle était un Etat en attente d'un territoire. C'est là une différence fondamentale.

Les révolutionnaires cubains, c'était aussi autre chose, même s'il faut se garder de la tentation de reconstruire l'histoire. Il y avait dans ce mouvement révolutionnaire des gens et des courants qui savaient où ils voulaient aller. Ça n'a jamais été le cas en Algérie. Il serait intéressant de savoir qui a parlé le premier de socialisme en Algérie. Je suis persuadé qu'on découvrirait que ce sont les vieux militants du MTLN ralliés au FLN. Ce qui dominait, c'était l'exemple égyptien et la référence à Nasser.

A partir de 1958, l'ALN était déjà plus un Etat militaire en puissance, hiérarchiquement organisé, attendant l'arme au pied que la situation se décante, qu'un mouvement révolutionnaire. Boumedienne a quitté le territoire algérien dès 1956.

Mieux : le cessez-le-feu a été proclamé en mars 1962. Que va faire alors l'état-major ? Il déclare aussitôt qu'il faut une véritable armée et il appelle à s'enrôler. C'est l'acte de naissance de « l'armée du 19 mars », gonflée de ces combattants de la dernière heure, ceux qu'on appelait par dérision les soldats de « midi moins le quart ». Des dizaines de milliers s'engagent, sans grande conscience politique. La bourgeoisie prend soin de placer ses fils. Ce sont ces troupes qui vont défiler à Alger avec Boumedienne.

— *Dans la mesure où il n'y a pas eu de révolution vaincue (de défaite visible des masses), ni de contre-révolution véritable, peut-on considérer la révolution algérienne comme une révolution bloquée, ou une « révolution interrompue », pour reprendre l'expression qu'Adolfo Gilly a appliqué à la révolution mexicaine ?*

● Au fond, je pense qu'il y a un processus révolutionnaire né avec les émeutes de Sétif en 1945, qui s'est radicalisé milita-

jusqu'en 1965. Après 1965, le processus révolutionnaire a été endigué, bloqué, et on a assisté au développement d'un système social et politique de caractère bureaucratique, étatique, défini à la fois par rapport aux problèmes sociaux internes et au contexte international.

De 1965 à 1979, le régime Boumedienne a été fondamentalement anti-impérialiste avec une stratégie de développement économique pour laquelle l'anti-impérialisme était précisément nécessaire : réappropriation des richesses nationales, possibilité de créer une nouvelle donne sur le plan économique international ; le soutien aux mouvements de libération s'inscrivait dans cette même logique. Ce qui distingue Boumedienne du régime actuel, c'est une ligne anti-impérialiste cohérente. Avec la volonté d'industrialisation et de modernisation, dirigée sur le plan intérieur par des forces sociales très faibles, sur des bases idéologiques radicalement fausses, et par l'exclusion des masses des décisions politiques. Les politologues qualifient cela de révolution par en haut. C'est en tout cas une révolution économique par en haut, sans transformation des rapports sociaux. Cette industrialisation s'est soldée par un échec, à mon avis. Le régime actuel est en train de démanteler progressivement cet appareil productif, n'ayant plus ni projet interne ni projet international cohérent ; ce qui l'amène de plus en plus fréquemment à voter avec l'Arabie Saoudite dans les réunions internationales... Boumedienne, lui, était anti-impérialiste par nécessité, en fonction de l'illusion d'une économie autocentrée, sans lier cette entreprise à une transformation socio-économique de l'ensemble du Maghreb — ce qui serait pourtant la seule possibilité. A la fin de ce siècle la construction du capitalisme dans un seul pays n'est guère plus possible que l'édification du socialisme dans un seul pays...

On touche là au cœur des contradictions de la révolution algérienne, qui a été nationaliste au sens radical, mais aussi au sens étroit du terme. Ce nationalisme a joué un rôle positif dans la lutte de libération, mais on voit aujourd'hui ses limites dans l'impossibilité de jonction avec les autres forces potentiellement révolutionnaires au Maghreb.

La révolution algérienne ne peut pas plus être qualifiée de socialiste que ses mesures agraires ne peuvent être qualifiées de révolution agraire. Quant au caractère social de ce régime, je crois qu'il s'agit d'un régime sans classe dominante consolidée, avec des groupes dirigeants articulés sur une multiplicité d'intérêts sociaux en mouvement ; un régime de transition donc vers un capitalisme sous-développé et la consolidation d'une classe composée de l'ancienne bourgeoisie, de la nouvelle bourgeoisie et des couches étatiques promues par le processus révolutionnaire. Là encore le modèle égyptien peut dans une certaine mesure servir de référence. En Algérie, les couches au pouvoir jouissent d'une

relative solidité économique (grâce encore à la rente pétrolière), mais elles restent trop fragiles sur le plan politique pour pouvoir accepter le défi d'une organisation ouvrière autonome, ou même d'un multipartisme limité, à la tunisienne ou à la marocaine ; la sédimentation de ces couches au pouvoir, leur fusion, leur unification comme classe n'est pas encore suffisante.

D'où la difficulté de répondre à la question : révolution bloquée ou interrompue ? Je penche plutôt pour la notion de révolution bloquée, mais ce blocage est de caractère structurel, objectif : voici un peuple qui se met en mouvement, qui se bat, qui tâtonne à travers l'autogestion, en étant toujours en avance par rapport aux forces politiques organisées. Le FLN n'a jamais été à l'avant-garde, le mouvement de masse a toujours été plus radical que lui. Mais ceci ne pouvait déboucher sur une expérience étatique révolutionnaire parce que les médiations politiques manquaient, parce que les conditions subjectives ne se muaient jamais en programme politique clair, cohérent et actif. Révolution bloquée, mais cela dès 1954 — parce que dès cette époque, il y a eu deux sujets de la transformation : la terrible force de refus anticolonialiste du peuple et la bureaucratie politico-militaire du FLN. La seconde contribuant à utiliser et étouffer la première.

— Une dernière question : dans quelle mesure l'histoire de la révolution algérienne, l'épreuve terrible de ces années de lutte, le poids de ce million de morts, ont-ils forgé une nation algérienne distincte dans l'ensemble du monde arabe ou même du Maghreb ?

● A l'origine (c'est aussi à mettre à son crédit), Messali Hadj a parlé de la nécessité de libérer l'Algérie dans une perspective maghrébine. L'Etoile nord-africaine était bien, comme son nom l'indique, nord-africaine et non simplement algérienne. La dimension nationaliste était donc pour le moins régionale. Ou plus exactement, à la fois régionale et panarabe, mais pas dans le sens d'un panarabisme de type nassérien. Messali était plutôt influencé par l'expérience des Jeunes Turcs et de Mustapha Kemal, et surtout par le nationaliste arabe Chakib Arslan.

Les vicissitudes de l'histoire ont fait qu'à partir de 1954, les Algériens se sont retrouvés seuls. Le colonialisme a réagi différemment. L'Algérie était départementalisée ; la France a négocié avec le Maroc et la Tunisie qui étaient seulement des protectorats. Les Algériens se sont

donc trouvés dans la nécessité de se constituer comme nation, parce qu'à partir de 1956 ils étaient seuls et que le colonialisme même les constituait comme nation opprimée en leur refusant la nationalité concédée aux Marocains et aux Tunisiens.

Ajoutons à cela le ciment que constituent les sacrifices énormes (les centaines de milliers de morts) payés pour l'indépendance. En 1962, on se retrouve avec un pays qui a une identité nationale et géographique relativement (j'insiste : relativement) stable et l'histoire commune d'une guerre de libération. La « communauté de destin », dont parlent les austro-marxistes à propos de la nation, joue ici à plein.

A partir de là, l'orientation du mouvement national l'amenait à accentuer encore ses particularités. D'où une différenciation croissante :

— On maintient la référence aux autres pays à travers la notion d'arabité si chère à Ben Bella (qui lui sert aussi à s'opposer au polycentrisme interne et oublier qu'au moment de l'indépendance, Ben Bella se voyait un peu comme le Nasser du Maghreb).

— D'un autre côté, une nation algérienne est formée, qui a des traits spécifiques et qui a prouvé son existence à travers la lutte.

Le nationalisme algérien est beaucoup moins fondé sur une identité propre, algérienne, stable, que sur une identité affirmée à travers la différence de son histoire. Il n'en constitue pas moins une réalité.

Mais la question est importante, parce qu'elle permet de montrer aussi le caractère double du nationalisme anticolonialiste et anti-impérialiste. Le nationalisme est révolutionnaire dès lors qu'il permet de s'opposer à ces puissances, mais il devient réactionnaire quand il se transforme en idéologie, visant à séparer, opposer, diviser les peuples de pays différents bien qu'appartenant à une aire culturelle et historique commune. C'est le cas du nationalisme algérien. La seule possibilité pour l'émancipation réelle du peuple algérien réside dans la formation d'une nation maghrébine. L'Etat nationaliste algérien fête aujourd'hui le trentième anniversaire de l'insurrection ; c'est un grand moment, bien sûr. Mais ceux qui croient au socialisme, au progrès, à la nécessité de s'opposer efficacement à l'impérialisme doivent préparer le Maghreb socialiste de demain — et lutter pour cela dès aujourd'hui.

Propos recueillis
par Daniel Bensaïd

6. Les Oulémas algériens : association islamique fondée en 1931 par Abdel-Hamid Ben Badis. Les Oulémas ont développé une activité culturelle et nationaliste, à travers la création d'écoles notamment.

CFDT: des forces importantes pour redresser la barre

Pierre REME

EDMOND Maire verra-t-il se dresser devant lui une opposition proposant une orientation alternative ? Plusieurs signes en indiquent la possibilité. En juin 1983, la création du regroupement « Pour une autre démarche syndicale » a rassemblé une partie des 40 % d'opposants du congrès de Metz (tenu en mai 1982). Puis, en juin et septembre 1984, la publication des textes de la région Basse-Normandie et de la fédération Hacuitex(1): rejetant les choix fondamentaux de la confédération, huit mois avant le prochain congrès confédéral de Bordeaux (en juin 1985), ils démontrent l'ampleur des débats en cours.

A la lecture des textes de critique et des diverses contributions de syndicats, régions ou fédérations, apparaît la possibilité d'une large opposition; non pas seulement l'expression de critiques juxtaposées mais les bases d'une véritable minorité qui cherche à gagner la majorité de la CFDT à une orientation de lutte de classe. Les échos de presse en témoignent(2). Et une observation de la confédération confirme l'ampleur du phénomène. Dans l'activité quotidienne, et dans divers congrès.

A plusieurs reprises, en effet, au cours de luttes, l'orientation confédérale a été contredite par les syndicats CFDT. Ce fut le cas à Talbot, dans la sidérurgie lorraine, lors du 8 mars des fonctionnaires, et dans de nombreuses autres occasions où les fractures apparurent moins publiquement dans l'actualité nationale.

L'ensemble de ces faits donne une idée des reclassements en cours dans la CFDT. Correspond-elle à une réelle convergence autour d'une orientation commune ? Et laquelle ? Telles sont les questions à examiner soigneusement.

« Archaïques » ? « Poignée » de minoritaires ? « Nostalgiques » ? « Simple convergence des non » ? « Manipulations fractionnelles et idéologiques » ? Tous ces qualificatifs lancés par tel ou tel membre de l'appareil confédéral ne résistent pas longtemps à la lecture de plusieurs textes d'orientation qui circulent au sein de la CFDT et à leur confrontation à la pratique.

Qu'est-ce que le syndicalisme ?

Tant la région Basse-Normandie que la fédération Hacuitex condamnent la ligne du « recentrage »(4). Toutes deux s'affirment favorables à un syndicalisme de classe et de masse, ainsi qu'à une stratégie anticapitaliste.

Le « recentrage » voté à Brest ? La direction confédérale « a décidé d'inscrire son action dans le contexte d'un système capitaliste durable », résume le texte d'Hacuitex. Dans le même sens, celui de la région Basse-Normandie souligne : « La confédération est une des forces qui soutiennent la politique néo-libérale actuelle. »

L'une comme l'autre en expliquent les origines sans pitié : il s'agit d'une dérive politique très grave. Retraçant les discussions qui ont eu lieu depuis 1977-1978, la fédération Hacuitex estime qu'« on peut analyser le recentrage, avec le recul des années, comme le résultat du constat qu'il n'y a pas de place pour une troisième voie syndicale ni politique entre le maintien du système capitaliste et le risque de basculer dans le système du socialisme étatique des pays de l'Est (...) L'axe essentiel de la direction confédérale devenant alors la défense des intérêts

des travailleurs dans un système capitaliste aménagé et socialement efficace. »

La région Basse-Normandie, elle, tient particulièrement à souligner que « les nouvelles positions confédérales sont élaborées à l'extérieur des instances statutaires de la CFDT et qu'elles relèvent d'un compromis clandestin avec des forces patronales et politiques notamment ». Ses animateurs rappellent quelques signes : en janvier 1982, ils avaient affirmé à leur conseil régional que « seule l'existence d'un compromis clandestin entre la confédération, la fraction moderniste du patronat et le courant rocardien du PS permettait de saisir la ligne confédérale » ; et, ajoutent-ils, « la lecture à l'automne 1982 de "la Deuxième Gauche" apportera la preuve de ce que nous affirmions (5). »

Ils proposent, les uns comme les autres, une « stratégie d'action », pour « redresser la barre ».

Par opposition à la confédération qui « veut sortir du mythe de la mobilisation (sic!) et mettre davantage l'accent sur l'action contractuelle » (*Syndicalisme magazine* de juin 1984), la région Basse-Normandie répond : « A comme action. Créer un rapport de forces favorable est directement déterminant dans la vie syndicale. » La fédération Hacuitex, dans le même sens, affirme qu'« une stratégie anticapitaliste doit être mise en œuvre ».

Ces premières affirmations font ressortir une convergence avec les positions défendues par Gilbert Declercq dans *Résister* de janvier 1984 (6) : « La direction confédérale se conduit comme si elle avait en charge l'intérêt général du pays, alors qu'une organisation syndicale a en charge uniquement, mais c'est déjà beaucoup, les intérêts matériels et moraux des travailleurs. (...) Dans une société capitaliste en crise, insistait-il, où le rapport de forces devient de plus en plus sévère, le rôle principal d'une organisation syndicale des travailleurs, au nom desquels elle a signé des contrats collectifs, est bien, en effet, de défendre leurs intérêts et d'exiger, au minimum, le maintien de leur pouvoir d'achat. A jouer les enfants de chœur, ajoutait-il, on ne fait que renforcer les injustices. »

Les textes publiés récemment par la région Basse-Normandie et par la fédération Hacuitex partagent cette conception d'un syndicalisme de classe et de masse. Et, loin de rester au niveau des abstractions, comme le prétendent les dirigeants confédéraux,

cette conception a des conséquences très précises.

A comme action, U comme unité d'action

Détaillons-les un peu.

● La recherche de l'unité d'action.

Les deux contributions publiées sont limpides sur ce point. « Sans vouloir minimiser les divergences qui nous opposent à la CGT, dit la région Basse-Normandie, nous pensons que c'est une erreur de privilégier et de mettre en avant ces divergences pour empêcher l'unité d'action. » La perspective est celle de la mobilisation des travailleurs. « L'action unitaire avec la CGT doit être développée, explique de même la fédération Hacuitex. « Cela ne signifie pas, précise-t-elle, que nous refusons l'action avec les autres organisations mais c'est prioritairement avec la CGT que nous pouvons avancer dans notre lutte anticapitaliste. »

Sur ce plan, c'est une pratique de fait contradictoire avec celle voulue par la direction confédérale qui apparaît. Ce fut le cas dans la région parisienne au moment de la lutte de Talbot, ou lors du 8 mars et du 25 octobre dans la fonction publique. De même, dans la Loire-Atlantique, les retraités CFDT de Nantes, le syndicat Métaux et l'UD ont proposé de façon systématique l'unité d'action avec la CGT ; et cela a abouti à un rassemblement régional unitaire des retraités le 25 octobre, à un appel d'unité d'action CGT-CFDT-FEN, et à un appel unitaire (CGT, CFDT, FEN, entraînant FO et la CFTC) pour la grève et la manifestation des fonctionnaires le 25 octobre, alors que la veille même, le 24, avait lieu à Saint-Nazaire une manifestation commune CGT-CFDT pour l'emploi.

● Le refus d'auto-limiter les revendications.

La fédération Hacuitex rejette toutes les tentatives faites pour opposer les revendications sur l'emploi et le pouvoir d'achat. Elle dénonce l'attitude de la direction confédérale le 8 mars : « Elle semblait opposer fonctionnaires et travailleurs du privé à un moment où l'anti-fonctionnaire est largement propagé par ailleurs. »

La région Basse-Normandie adresse les mêmes critiques à la direction confédérale et elle précise ses positions dans des termes excellents à propos du temps de travail : « Cette

revendication ne devient possible et intéressante que si elle s'articule à d'autres éléments de plate-forme revendicative, comme par exemple le problème des salaires, les problèmes de politique industrielle et la réforme fiscale. Seule la conjonction de ces éléments, souligne-t-elle, peut donner une réduction du temps de travail qui ne soit pas pour les travailleurs un chômage partiel non indemnisé » (bulletin de septembre déjà cité).

● Une attitude offensive à l'égard de la majorité du PS et du PC.

« L'organisation syndicale de gauche que nous sommes, écrit la fédération Hacuitex, doit (...) exiger du gouvernement qu'il développe son action législative et d'Etat dans l'intérêt de ceux qui lui ont permis la conquête du pouvoir. » Et, quant à lui, le texte de Basse-Normandie détaille ce qu'il est logique d'exiger du gouvernement. Résumons : le développement des dispositions législatives en matière de protection sociale, de droit du travail, de formation ; le développement d'une planification démocratique comme seule réponse aux « mutations industrielles » qui prennent en compte le point de vue des travailleurs ; le transfert de capital improductif vers le capital productif et les activités socialement utiles par des réformes fiscales et bancaires ; la réduction de la contrainte extérieure par des mesures de protection, par la recherche d'accords bilatéraux.

● Le maintien de la perspective du socialisme.

Tant la fédération Hacuitex que la région Basse-Normandie portent un regard réaliste sur la difficulté, aujourd'hui, à défendre le socialisme : « La réalité des pays de l'Est, dit la première, contribue à conforter le discours de la droite » ; et la seconde pose, dans son bulletin déjà cité, la même question : « L'échec des pays de l'Est (en ce qui concerne les libertés et le pouvoir des travailleurs notamment) rend-il impossible, voire dangereuse toute option socialiste ? »

Leurs réponses, polémiques, donnent des arguments que des marxistes-révolutionnaires peuvent reprendre à leur compte. « Vivre sans liberté dans le goulag ou mourir librement de faim dans le Nordeste brésilien est une alternative que nous refusons et combattons », écrit la région Basse-Normandie. Elle ajoute : « La propriété sociale des moyens de production et d'échanges, la planification démocratique et l'autoges-

tion restent les piliers de notre projet même si elles nécessitent d'être précisées au travers du débat. »

Quant à la fédération Hacuitex, à l'opposé de la confédération, elle estime qu'*« il est important de réaffirmer notre option socialiste, non pas comme une simple démarche mais comme un enjeu structurel. »* En effet, écrit-elle, on ne peut faire *« comme si ce n'était pas la logique du marché qui créait la surproduction de biens utiles, superflus ou inutiles dans les pays solvables, ainsi que le chômage dans les pays industrialisés, pendant que les besoins élémentaires ne sont pas satisfaits dans les pays du tiers-monde. Comme si ce n'était pas au nom de la sacrosainte économie de marché que s'installaient et se maintiennent des dictatures dans certains pays tel le Chili... »*

« Redresser la barre »

Appelons un chat un chat : l'ensemble des positions que nous venons de résumer tracent les contours d'un courant de lutte de classe au sein de la CFDT. Son existence, s'il se met effectivement à s'exprimer de façon unifiée, aurait des conséquences importantes. Au sein de la CFDT, où beaucoup de militants se découragent face à la dérive et aux initiatives de la direction confédérale. Mais aussi au-delà : une pratique de masse en rapport avec l'orientation que nous venons de décrire, répondant aux aspirations des travailleurs, viendrait prendre à contre-pied les manœuvres de division de la direction de la CGT comme celles de Force ouvrière.

Ces enjeux majeurs, la région Basse-Normandie comme la fédération Hacuitex en ont conscience. En faisant connaître leurs positions, ces équipes syndicales donnent à de nombreux militants un sacré encouragement. Alors que la direction confédérale voulait donner l'impression que le congrès de juin 1985 était joué d'avance et décourager ses adversaires, elle se trouve contestée à tous les niveaux. Point par point : analyse de la crise, rapports avec le patronat, attitude vis-à-vis des partis de gauche, revendications capables d'unifier les travailleurs, unité d'action, exigences à adresser au gouvernement, validité du projet du socialisme autogestionnaire.

Sur les perspectives d'ensemble comme pour la pratique syndicale quotidienne ce sont deux orientations

contradictoires qui se dessinent avec force. La voie de la lutte de classe opposée au choix de gérer la crise du capitalisme en aménageant le système. La voie d'un syndicalisme de masse unissant les travailleurs pour construire le rapport de forces face au patronat et opposée à un syndicalisme « corps intermédiaire », qui négocie à froid des dossiers sociaux et économiques élaborés hors des luttes, dans un langage choisi pour séduire le patronat. La voie d'un syndicalisme instrument de lutte, pour défendre les travailleurs et incarner leurs espoirs, opposée à une direction syndicale condamnant comme irréaliste l'espoir de changement exprimé le 10 mai 1981.

Ce débat d'orientation, l'équipe Maire aura du mal à l'éviter. En revanche, il est trop tôt pour savoir à quel rythme une minorité de lutte de classe verra le jour, regroupée autour d'un projet d'orientation commun et de propositions pratiques. On peut considérer la question comme posée, ce qui est déjà un grand pas en avant ; mais la réponse dépend des discussions qui auront lieu dans les syndicats, les unions locales, les unions départementales, les régions, les fédérations.

Aujourd'hui, en effet, c'est de la base au sommet que les militants ont besoin de redéfinir fermement le syndicalisme qu'ils veulent. Et les conditions dans lesquelles divers textes paraissent le favorisent. Cela est vrai de ceux de Basse-Normandie et d'Hacuitex, largement publics ; mais aussi des diverses contributions ou projets d'orientation préparatoires à des congrès départementaux, régionaux, de fédérations.

Nous sommes loin d'être neutres

Que s'affirme une alternative pratique à la « ligne Maire », une alternative qui rende son rôle au syndicat, est vital pour des dizaines de milliers de militants. Que, loin de se disperser découragés, ils tirent les leçons de l'expérience de ces dernières années et se rassemblent « pour redresser la barre » de la CFDT est décisif pour que les travailleurs disposent de véritables instruments de lutte de classe. Cela ne saurait laisser les militants de la LCR indifférents.

Il est en effet hautement significatif que, face à ceux qui veulent liquider les perspectives du mouvement ouvrier, des équipes syn-

dicales les réaffirment. Et il serait tout à fait positif qu'un vrai débat d'orientation, dont nous avons donné un aperçu, ait lieu dans la CFDT, aux yeux de tous. Dans l'actuelle situation d'écœurement, de morosité et de désarroi, cela aurait aussi un écho parmi les militants des autres organisations et même parmi les travailleurs qui critiquent les directions syndicales.

Dans ce débat d'orientation, les militants de la LCR prendront donc leur place, au sein de leurs syndicats. Comme ils participent aux efforts pour défendre et renforcer les outils de combat de la classe ouvrière.

En même temps, les textes de Basse-Normandie et d'Hacuitex rouvrent un certain nombre de débats politiques qui concernent l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier. Ils y invitent par leurs questions ou les appellent pour chercher à préciser telle ou telle proposition.

● Les nécessaires mesures de protection face aux multinationales.

Faut-il les présenter comme de simples exigences ponctuelles, cas par cas ? On court alors le risque de voir des fractions de la bourgeoisie s'en servir en détournant à leur profit des exigences ouvrières. Certes, ces exigences doivent s'exprimer en lien avec la défense de l'emploi. Mais cela ne peut aller sans une exigence générale de levée du secret et de contrôle sur les échanges internationaux : pour refuser de subir le jeu des multinationales et pour lutter contre la politique impérialiste du capitalisme français au niveau mondial.

● Le contrôle sur les investissements.

Peut-on se contenter de demander, devant une mise en liquidation, que les organisations ouvrières aient leur mot à dire ? Dans ce cas, on courrait le risque de se trouver réduit à défendre le moins mauvais « dossier de reconversion », avec à la clé un renoncement à des acquis ouvriers pour intéresser un éventuel « repreneur ».

En revanche, le mouvement ouvrier devrait mettre sur la place publique un scandale : les banques nationalisées fonctionnent selon une stricte logique capitaliste. Elles devraient, à l'opposé, rendre publics les comptes des entreprises et tout investissement devrait dès lors être soumis à une discussion préalable sur son utilité sociale.

● La planification démocratique.

Est-il possible de réaliser une planification en fonction des

besoins ? Cela suppose de contester avec force la logique économique dominante actuellement.

D'où des exigences très concrètes : changement de critères de gestion et de personnel de direction du secteur nationalisé. D'où une campagne de masse où les structures syndicales interprofessionnelles auraient toute leur place pour faire recenser par les travailleurs, les jeunes, les retraités, les besoins sociaux, pour faire s'exprimer les aspirations populaires. C'est cela qui doit être la base de la planification, et non pas le taux de profit envisageable dans tel « créneau porteur » intéressant une poignée de capitalistes.

Ces trois questions, on le voit, débouchent sur une bataille politique pour démontrer l'actualité des réponses socialistes. Il est sans aucun doute indispensable que tous ceux qui partagent ces idées — organisations syndicales et politiques chacune à leur façon —, les défendent : les discours visant à justifier la politique de la majorité depuis le 10 mai ont fait bien des ravages ! Et il s'agit, en fait, de mettre en évidence qu'une politique en rupture avec la logique capitaliste permettrait de défendre et réaliser les objectifs de plein emploi et de défense du pouvoir d'achat, y compris aujourd'hui.

Une telle démarche débouche, naturellement, sur une autre res-

ponsabilité : celle de défendre, contre la propagande bourgeoise, l'actualité du socialisme. Cela, dans la CFDT, n'a-t-il pas été une constante depuis la minorité CFTC jusqu'en 1979 ?

Défendre la perspective du socialisme, donc. Non pas seulement contre l'impérialisme et ses ravages, non pas seulement contre la réalité du capitalisme ; mais aussi en indiquant les objectifs et les possibilités d'une lutte des travailleurs des pays de l'Est contre la bureaucratie. Cela peut se faire, notamment, à partir de l'expérience de Solidarnosc, tant par sa pratique que pour les débats stratégiques en son sein sur la « grève active » et l'autogestion. Il serait en effet dommageable de laisser Edmond Maire prendre l'argument des pays de l'Est pour détourner de la perspective de la révolution socialiste. D'autant qu'on peut se poser la question : que se passerait-il pour E. Maire si la démocratie mise en place par Solidarnosc régnait sur la CFDT ?

Sur ces problèmes, nous ne pensons pas qu'existent des désaccords majeurs qui nous interdiraient de défendre ensemble une orientation de lutte de classe. Ces débats politiques sont cependant indispensables : la re-composition du mouvement ouvrier sur des bases socialistes à la fois révolutionnaires et démocratiques ne se fera pas sans eux.

1. La région Basse-Normandie CFDT qui regroupe les départements du Calvados, de la Manche, de l'Orne. Son texte, publié en juin 1984, a pour titre : « Aujourd'hui, quel syndicalisme pour quelle société ; état du débat et de notre réflexion. » Il constitue une première mouture des documents préparatoires du prochain congrès régional prévu pour mars 1985. En septembre, un bulletin aux adhérents, diffusé à 15 000 exemplaires, résumait le document de juin et esquissait une proposition de « stratégie d'action ».

La fédération Hacuitex rassemble les branches de l'habillement, du cuir et du textile. Son texte — « La crise du syndicalisme ; analyse et perspectives » —, est le document préparatoire à son comité national prévu pour les 29 et 30 novembre 1984.

2. « Le Monde » du 27 septembre titrait « Hacuitex et la Basse-Normandie s'en prennent à la "ligne Maire" ».

3. Le CNC, Conseil national confédéral de la CFDT : il réunit, une fois par trimestre le parlement de la CFDT, où sont représentés l'ensemble des régions interprofessionnelles et les

fédérations. Très bureaucratisé, il donne une image assez inexacte de la réalité militante de la CFDT.

4. Au 38^e Congrès, à Brest, en mai 1979, Edmond Maire obtint la majorité (56,7 % pour, 31 % contre, 12 % d'abstention) pour ce qu'il appelait le « recentrage ». Il s'agissait selon lui de renouer avec une pratique syndicale « plus proche de la base ». En réalité, tirant à sa façon toutes les conséquences de l'échec de la gauche en mars 1978, il faisait le choix d'un syndicalisme gérant les contradictions de la société au lieu d'un syndicalisme cherchant à construire le rapport de forces entre les classes.

5. Dans « la Deuxième Gauche », avec l'aval de la direction qui en assura la promotion, était révélé que des contacts secrets avaient eu lieu, fin 1978, pour préparer avec le CNPF l'orientation présentée en mai 1979. Voir sur ce point l'article de « Critique communiste » n°19, mai 1983.

6. Voir aussi « Critique communiste » n°30 de juin 1984 et « Témoignage chrétien » du 30 avril 1984.

Lettre ouverte du BP de la LCR à la direction de Lutte ouvrière

Chers camarades,

La politique du nouveau gouvernement Fabius et les attaques qu'il multiplie contre les travailleurs, main dans la main avec le patronat, ne font que souligner l'urgence d'une alternative anticapitaliste à la politique des directions réformistes du PS et du PCF qui portent pour l'essentiel la responsabilité de la situation actuelle de la classe ouvrière, plus de trois ans après que la gauche ait été portée au pouvoir.

L'activité des militants de la LCR et de LO peut, à cet égard, jouer un rôle important, dans les entreprises et à l'échelle nationale. Par cette lettre, nous voulons vous proposer d'envisager ensemble toutes les activités communes susceptibles de contribuer à l'expression de cette force alternative au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, aujourd'hui plongés dans une profonde crise de perspective.

Cependant, avant de traiter de ce problème général, qui suppose des discussions approfondies entre nous, nous estimons qu'il est, en tout état de cause, possible de resserrer les liens qui existent déjà entre nos deux organisations, justement afin d'améliorer le cadre de nos débats et de notre travail.

Quatre propositions

Comme nous vous l'avons dit lors de notre dernière rencontre, le comité central de la LCR, réuni au début de ce mois, a décidé de vous faire une série de propositions qu'il nous a donné mandat de vous communiquer.

1. Nous souhaitons tout d'abord que se développe la pratique des rencontres régulières dans les entreprises entre les militants de nos deux organisations. Nous croyons qu'il doit devenir habituel pour nos militants de se rencontrer pour discuter des problèmes auxquels ils sont les uns et les autres confrontés. Cela est évidemment valable à l'occasion des mouvements de grève — comme cela a déjà été le cas — mais devrait le devenir pour ce qui concerne l'intervention

quotidienne dans l'entreprise et les organisations de masse des travailleurs. Ainsi, nous pourrions plus souvent harmoniser nos activités ou, du moins, cerner plus précisément les raisons d'une activité différente.

De la même manière, selon les circonstances, des camarades de la LCR et de LO, responsables du travail de leur organisation dans des secteurs déterminés, devraient se rencontrer périodiquement (pour prendre un exemple actuel, les plans de démantèlement qui visent le personnel des PTT paraissent imposer une telle réunion.)

Pour ce qui concerne ces deux propositions, le but est donc clair : nous voulons que, parallèlement aux réunions de nos directions nationales, il devienne une habitude pour nos militants de se rencontrer localement, sans plus de formalité, pour discuter de leur activité respective et envisager les possibilités concrètes de la rendre commune.

2. Nous estimons possible d'avancer ensemble sur le terrain de la propagande et de l'agitation dans les entreprises et à une échelle plus globale. Nos deux organisations vont être amenées à intervenir sous forme de tracts, d'affiches, de brochure, de meetings, etc., face à l'offensive d'austérité du patronat et du gouvernement. Nous n'avons sans doute pas un accord total sur l'analyse de la situation actuelle et la définition de nos modalités d'intervention. Il serait vain de vouloir remédier à cet état de fait par des tentatives laborieuses de rédiger des compromis généraux ne satisfaisant personne.

Par contre, dans des domaines où nos réponses sont réellement identiques, nous ne voyons pas ce qui devrait nous empêcher de les apporter ensemble, tout en maintenant chacun notre activité propre. Cela aurait sûrement un impact positif sur les travailleurs combattifs intéressés par ces réponses mais qui trouvent leur crédibilité amoindrie par la dispersion des révolutionnaires qui les popularisent séparément.

Nous vous proposons donc qu'au niveau local nos camarades aient la possibilité de publier un tel matériel commun adapté à leurs besoins (tracts, encarts

communs dans les feuilles d'entreprise par exemple) et qu'au niveau national nous envisagions une propagande commune concernant — là aussi, ce ne sont que des exemples — le chômage et la réduction du temps de travail, la défense du pouvoir d'achat ou le budget.

3. Nous avons déjà, de part et d'autre, tiré un premier bilan comparable de l'expérience de publication d'un supplément commun de quatre pages dans *Rouge et Lutte ouvrière*. Le fait que cette formule, malgré ses aspects positifs, ne soit pas très bien adaptée à la conduite d'une discussion politique approfondie ne remet nullement en cause, selon nous, le principe et la nécessité de ce genre de débat public à partir de l'actualité nationale ou internationale.

C'est pourquoi, nous vous proposons de mettre à l'étude la publication d'une tribune de débat public entre nos deux organisations, sous une forme qui nous autorise réellement à développer chacun nos positions et à les faire connaître dans nos organes de presse respectifs. A cet égard, une tribune trimestrielle, insérée par exemple dans *Critique communiste* et *Lutte de classe* pourrait vraisemblablement mieux répondre à ces objectifs.

4. Ces discussions et ce travail communs doivent se traduire dans une apparition politique nationale, qui permette aussi de refléter le type de relations privilégiées entretenues entre nos deux courants. Nous vous proposons d'organiser en 1985 une fête commune de la LCR et de LO. En pratique, cela implique la modification du caractère de votre fête annuelle à Presles, comme cela avait déjà été le cas en 1979 et en 1983. Pour que notre participation à cet effort puisse être réellement égale à la vôtre, nous avons donc la volonté de nous y prendre suffisamment à l'avance. S'il y a accord de votre part sur cette proposition, qui nous paraît importante, nous sommes évidemment prêts à en discuter dès maintenant tous les aspects matériels et financiers correspondants.

Voilà donc les propositions immédiates que vous adresse le comité central de la LCR. Bien sûr, celles-ci ne

sont pas exhaustives et peuvent être complétées ou modifiées en fonction de vos suggestions.

A nos yeux cependant, elles sont toutes formulées dans un même esprit : par le maximum d'activité commune possible, surtout au sein de la classe ouvrière, et la poursuite du débat politique public et interne entre nos deux organisations, contribuer à la fois à renforcer l'intervention des révolutionnaires dans la situation présente et travailler à rassembler les conditions d'une véritable unification de nos forces militantes au sein d'un parti révolutionnaire des travailleurs.

A l'évidence aujourd'hui, les conditions d'une telle fusion, qui reste notre objectif, ne sont pas réunies. La nature de nos divergences politiques et le caractère de nos activités distinctes suffisent à en témoigner. L'objet de cette lettre n'est pas de la répéter. Mais il dépend de nous, et non seulement de l'évolution objective des luttes de classes, que ces conditions se modifient.

Nos deux organisations ont, depuis une quinzaine d'années, des rapports qui tranchent par leur loyauté et leur fraternité sur ceux qui règnent en général dans le mouvement ouvrier. Ils les ont conduites, à plusieurs reprises, surtout lors de campagnes électorales mais aussi en d'autres circonstances, à agir ensemble malgré leurs divergences. Depuis plus d'un an, nous constatons aussi un resserrement de nos liens militants, par des contacts plus fréquents entre nos camarades dans les entreprises où nous nous retrouvons. Nos directions se consultent souvent et se rencontrent régulièrement pour discuter d'une série de problèmes politiques et organisationnels. Pour notre part, nous avons aussi pris l'initiative, en accord avec les instances de direction de la IV^e Internationale, d'inviter des représentants de la direction nationale de LO à participer à certaines réunions organisées sous l'égide du Secrétariat unifié.

Nous avons également pour projet, en accord avec les directions des sections concernées, d'organiser des voyages permettant à votre direction de mieux connaître la réalité militante de l'Internationale, notamment en Europe et en Amérique latine. En outre, dans ce dernier continent, il nous reste à mettre sur pied ce qui avait été convenu, à savoir un voyage commun au Nicaragua et en Amérique centrale, dans le but de mieux connaître la réalité vivante des révolutions qui s'y déroulent et des directions qui les mènent.

Tout cela contribue à une meilleure connaissance de nos positions et de nos pratiques respectives. Sans brûler les étapes nécessaires et inévitables du débat politique et de l'activité conjointe, il est pourtant indispensable de prendre désormais, et chacun, nos responsabilités pour faire avancer ce processus. C'est à cela que nous voulons œuvrer avec les propositions que vous fait le comité central de la LCR. Leur réalisation devrait

permettre, selon nous, de faire ensuite d'autres pas en avant plus importants.

Certes, en raison des désaccords qui continuent à séparer la LCR et LO, nos rapports ont et auront sans doute encore une certaine autonomie par rapport aux possibilités d'action commune immédiate. C'est pourquoi, volontairement, les propositions que nous vous adressons ne sont pas directement dépendantes de nos perspectives d'activité conjointe dans les mois qui viennent.

Nos responsabilités communes

Mais la situation politique à laquelle nous sommes confrontés devrait quand même nous permettre d'aller plus loin. En effet, quelles que soient nos analyses, nous pouvons constater ensemble que la politique du gouvernement et celle qui est suivie par les directions réformistes majoritaires du mouvement ouvrier ont pour conséquence, entre autres, de provoquer un mécontentement croissant parmi les militants ouvriers, les syndicalistes, les travailleurs ; et, pour un nombre significatif d'entre eux, de stimuler la recherche d'une politique de rechange.

Nous estimons que la tâche essentielle des militants révolutionnaires, dans la période à venir, est de tout faire pour aider ce courant à s'exprimer et à agir, afin de poser les jalons d'une alternative à la ligne de collaboration de classes du PS et du PCF. Cela implique un engagement total aux côtés des travailleurs, une participation à leurs luttes et, chaque fois que possible, la mise en pratique, à la direction reconnue et méritée de ces combats, d'une orientation opposée à celle des appareils social-démocrate ou stalinien. Mais cela suppose aussi un travail politique, en tant que tel.

Nous voulons pour notre part mettre nos forces au service d'initiatives stimulant l'organisation ou, au moins, l'expression de courants de travailleurs décidés à refuser la politique d'austérité du gouvernement et à riposter contre l'offensive du patronat et de la droite. Ce projet s'inscrit dans une situation politique et sociale où la question d'une alternative concrète aux vieilles directions se pose de plus en plus. Toute avancée dans cette direction sera un point marqué sur la démoralisation qui pèse sur beaucoup de militants ouvriers et de travailleurs. Il n'y a évidemment aucune garantie de réussite, mais une chose est certaine : si les révolutionnaires ne travaillent pas au dégageant d'une telle alternative, nationalement et localement, celle-ci n'aura aucune chance de voir le jour.

Sur la base de nos contacts avec des organisations, des groupes, des militants et à partir de notre travail dans les localités et les entreprises, nous envisageons donc une double démarche. D'abord tenter au niveau national de travailler, avec tous ceux qui peuvent partager cet objectif d'une alternative, au

lancement d'un appel national de militants et de travailleurs. En même temps, nous en explorons les possibilités au niveau local et des entreprises, sur les mêmes bases. En fonction des résultats de cette démarche, la perspective est de donner un canal d'expression et d'action à ce courant, si nous pouvons aider à le faire apparaître, dans des comités contre l'austérité et la droite. Leur émergence dépendra évidemment de leur représentativité réelle dans les entreprises, car ils ne doivent en aucun cas se résumer à l'addition des militants d'extrême gauche. Ils devraient au contraire englober des militants et des travailleurs d'opinions politiques diverses mais prêts à se regrouper et à agir ensemble contre l'austérité gouvernementale et les attaques patronales, sur le terrain des entreprises comme celui des élections.

Un travail commun de nos deux organisations dans ce domaine permettrait d'envisager d'autres initiatives locales ou nationales convergeant vers cet objectif de dégageant d'une alternative anticapitaliste.

A cet égard, tout en connaissant votre position sur ces dernières questions, il nous paraît aussi utile de reprendre la discussion entre nous sur deux points.

D'abord la montée du racisme, dans le contexte de la crise, et la progression de l'extrême droite nous imposent d'envisager sérieusement, avec d'autres courants qui y sont prêts, quelles sont les initiatives susceptibles de déboucher sur la constitution d'un front uni antiraciste. Selon nous, les conditions commencent à exister pour progresser réellement dans ce sens.

En second lieu, l'agression impérialiste contre la révolution nicaraguayenne menace, selon toute probabilité, de se transformer sous peu en une intervention ouverte de l'administration américaine. Partout, le caractère de la nécessaire solidarité s'en trouve ainsi modifié. Il nous semble donc nécessaire de discuter ensemble de votre éventuelle participation au travail de préparation et de lancement, à partir des mobilisations actuelles de solidarité, d'initiatives de masse contre l'intervention impérialiste US en Amérique centrale, pouvant rassembler des forces et des gens d'accord sur ce point essentiel. A notre avis, l'enjeu est aussi important, malgré les contextes spécifiques, que celui qui était au cœur des manifestations contre la guerre impérialiste au Vietnam.

Nous sommes prêts à vous rencontrer pour discuter en détail de toutes ces propositions.

En espérant que vous leur apporterez une réponse positive, nous vous adressons, chers camarades de Lutte ouvrière, nos fraternelles salutations révolutionnaires.

Paris, le 25 septembre 1984
Le bureau politique de la LCR

♦ les intertitres sont de la rédaction.

Déclaration de la LCR au Congrès constitutif du Front de libération nationale kanake et socialiste

Le congrès de fondation du Front de libération nationale kanake et socialiste s'est achevé le 24 septembre 1984, jour symbolique puisque correspondant au 131^e anniversaire de la domination française en Nouvelle-Calédonie. La création du FNLKS marque un tournant radical dans l'évolution du mouvement indépendantiste.

Nous publions ci-dessous la déclaration faite au congrès par Claude Gabriel au nom de la LCR, le 22 septembre à Nouméa.

« Ceux qui défendent l'indépendance doivent expliquer ce qui sera fait au lendemain de celle-ci. Quelle société sera organisée. » C'est en ces termes que Lemoine s'exprimait tout récemment à propos de votre pays dans une interview au journal *le Monde*.

Lemoine voyez-vous est inquiet. Le pauvre homme est pris d'un doute. Que vont-ils faire de leur indépendance se demande-t-il soudain ? Vont-ils rompre avec les intérêts français ? Vont-ils compromettre la place de la France dans le Pacifique ? Vont-ils chasser les patrons et les profiteurs coloniaux ? Voilà le fond de son interrogation.

Mais comme il n'ose pas poser ouvertement ces questions, comme il n'ose pas révéler le sens profondément mercantile et impérialiste de ses espérances il se contente de dire : « Est-ce que cette société sera pluri-ethnique ? »

Le gouvernement français connaît pourtant votre position. Il sait que ce pays restera ouvert, selon les vœux même du Front indépendantiste, à ceux qui en accepteront la souveraineté kanake. Il sait tout cela et la question de Lemoine, malgré sa fausse ambiguïté, ne porte évidemment pas sur ce point. Le pluri-ethnisme de Lemoine c'est le maintien des intérêts impérialistes français dans ce pays. C'est la recherche d'une solution néo-coloniale qui garantisse la permanence des profits réalisés sur cette terre depuis cent trente ans. Voilà pourquoi Lemoine se préoccupe tant de pluri-ethnisme en Nouvelle-Calédonie. Ce sont les travailleurs immigrés en France, c'est la seconde génération immigrée qui

aimerait bien entendre le gouvernement français parler de pluri-ethnisme.

Mais, voyez-vous, Lemoine appartient à un gouvernement qui, élu grâce aux votes du peuple travailleur, n'a appliqué aucune de ses principales promesses. Elu pour en finir avec l'austérité il a accentué l'austérité. Elu pour en finir avec le chômage il a accentué le chômage. Elu pour s'attaquer à l'arrogance patronale, il fait aujourd'hui l'apologie du libéralisme et du profit capitaliste. Le gouvernement français qui n'a pas respecté ses promesses faites aux travailleurs voudrait que les organisations indépendantistes kanakes fassent comme lui et ne respectent pas leur parole. Proposez une politique à votre peuple et ensuite faites-en une autre : voilà la recette que vous propose ce gouvernement. Et croyez bien que ce sont des spécialistes.

Il était donc normal, camarades, que ce gouvernement s'oppose à votre projet. Il était normal que les partis gouvernementaux ne votent pas les propositions de Roch Pidjot à la Chambre des députés. Un régime qui, du Tchad au Liban, est monté en première ligne de défense de l'impérialisme français, un régime qui se couche devant le patronat ne pouvait pas adopter une politique progressiste envers les peuples colonisés. Des partis qui se sont refusés à satisfaire les revendications ouvrières en France ne pouvaient satisfaire celles du peuple kanak. Ils étaient prêts à évoquer l'idée d'indépendance, pour demain, pour plus tard. Mais ils ne vous donnent pas le droit de combattre pour elle.

Il est bien vrai d'ailleurs que pour le

colonialisme une indépendance accordée est toujours meilleure qu'une indépendance conquise par la lutte.

Ces partis n'ont rien fait pour que les travailleurs en France puissent comprendre la justesse de votre lutte. Ils ont fait silence sur votre lutte. A tel point que nombre de travailleurs ne savent même pas que la Nouvelle-Calédonie existe.

Si la lutte devait se durcir ici, il faudra ouvrir un second front, celui de la France. Il faudra que là-bas puisse exister et se développer un soutien actif et militant à votre lutte pour l'indépendance. Et ce travail nous allons le faire. Nous vous le promettons. Quelle que soit la forme que vous donnerez à votre combat nous serons là, à vos côtés. Nous essaierons de faire entendre votre voix là-bas au sein de la métropole coloniale. Nous savons d'expérience avec la lutte de libération du peuple algérien que le soutien en France est un facteur important du combat anticolonialiste.

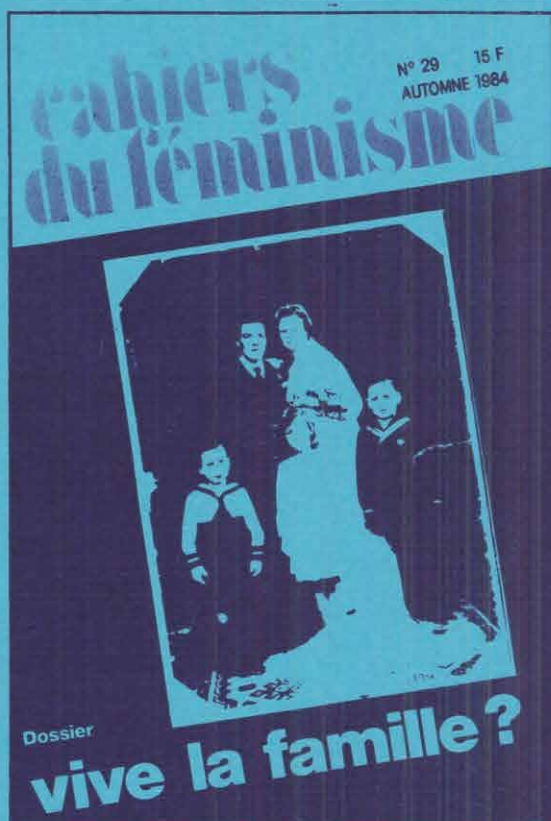
Je vous remercie de nous accueillir ici à votre congrès. Je vous transmets les salutations fraternelles de nos militants et militantes. Je souhaite à votre congrès d'être une étape importante dans votre lutte.

A cette occasion, je dirai un mot supplémentaire sur les autres peuples colonisés par la France : ceux de Polynésie, de Wallis et Futuna, de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane, de Mayotte et de La Réunion.

Je souhaite que le FLNKS soit un exemple pour la lutte de ces peuples. Je souhaite que l'indépendance kanake et socialiste soit demain un encouragement pour ces peuples. Je souhaite que votre congrès soit aussi le premier congrès de la décomposition et de la crise définitive du colonialisme français.

Vive l'indépendance kanake et socialiste !

Vive le peuple kanak !



SOMMAIRE

EDITORIAL

Rassemblement, vous avez dit rassemblement ? p. 3

EN FRANCE SI VOUS SAVIEZ

Le Pen : derrière la papa, le para p. 4
Nantes : assises sur l'emploi
et la formation des femmes p. 6

DOSSIER

Soyez branchées, vivez en famille ! p. 7
La famille aujourd'hui :
ne pleure plus Jeannette p. 8
Travail domestique : comme Sisyphe p. 11
Plan famille : un billet
aller-retour pour les femmes p. 13
Papa, maman, la révolution et moi p. 15
RFA : ils vivent autrement p. 18
Histoire brève
d'une grande institution p. 20

SI TOUTES LES FEMMES DU MONDE

Brésil : « Acorda Mulher ! »,
un cri des femmes contre le chômage,
l'oppression, les discriminations
et la misère p. 24
Nicaragua : solidaires
de la révolution p. 28

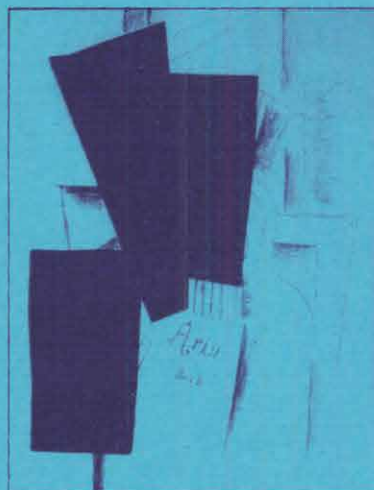
EN BREF p. 30

L'UNE A AIME, L'AUTRE PAS

Sappho, poète
de l'angoisse essentielle p. 31
La CGT et la question féminine p. 34

Michel Lequenne

Marxisme et esthétique



L'ARCHE

« Marxisme et esthétique »

Les éditions La Brèche publient un livre de notre camarade Michel Lequenne, *Marxisme et esthétique*.

Au sommaire de cet ouvrage :

- « Esquisse de critique marxiste de la critique marxiste de l'art et de la littérature ».
- « Hommes masqués en femmes » : l'apparition, au XVIII^e siècle, d'un nouveau genre littéraire : celui des romans écrits par des hommes et prêtant leur plume à un personnage féminin.
- « Surréalisme et communisme ».
- « La peinture, médium de l'histoire du cinéma ».
- « Louÿs Bunuel » : étude de l'adaptation par Bunuel du roman de Pierre Louÿs, *la Femme et le Pantin*.

Marxisme et esthétique par Michel Lequenne — 176 pages — 61 francs.
En vente en librairies dont La Brèche, 9, rue de Tunis 75011 Paris.

En vente à la librairie La Brèche

9, rue de Tunis 75011 Paris

Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél : 859 00 80
Directeur de la publication : Christian Lamotte
Imprimerie Rotographie. ISSN 0298-2068. N° CP : 56 5511